

territoires contemporains

BULLETIN DE L'INSTITUT
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

— UMR CNRS 5605 —

N° 6 — 2^e SEMESTRE 1998

U n i v e r s i t é d e B o u r g o g n e

ISSN : 1254-1435

DIRECTEUR DU BULLETIN : Serge Wolikow

REDACTION : Thomas Bouchet, Annie Ruget

MAQUETTE ET MISE EN PAGE : Rosine Fry, Lilian Vincendeau

© : UNIVERSITE DE BOURGOGNE - Institut d'histoire contemporaine (UMR CNRS 5605)
bur. R56 — 2, bd Gabriel — 21000 Dijon — Tél./fax : 03 80 39 57 17 ou tél. 03 80 39 57 58

SOMMAIRE

ACTIVITES DES CENTRES

<i>Recherches en cours : esquisse d'un parcours</i>	9
<i>Banques de données : état des lieux</i>	20
<i>Dictionnaire biographique de la Résistance en Bourgogne</i>	25
<i>Banque de données biographiques des militants des mouvements sociaux et des acteurs de la vie politique</i>	27
<i>Dernières parutions</i>	28

EN LIAISON AVEC

<i>DEA 1997-1998</i>	33
<i>Séminaire 1997-1998 sur « l'histoire du communisme »</i>	34
<i>Octobre 1917 : causes, impacts, prolongements</i>	37
<i>La gauche, le pouvoir et les mouvements sociaux sous la V^e République, Journée d'étude du DEA</i>	39
<i>Journée d'étude : État et pouvoirs</i>	46
<i>DEA 1998-1999</i>	47
<i>Séminaire 1998-1999 sur « l'histoire du communisme »</i>	47
<i>Colloques en préparation</i>	48
<i>Travaux, participations diverses des chercheurs de l'IHC</i>	49
<i>Activités d'ADIAMOS</i>	56

Le titre de ce bulletin, *Territoires contemporains*, convient assez bien aux problèmes posés par l'articulation, en histoire contemporaine notamment, entre histoire politique et histoire sociale. Le retour de l'une et l'affirmation de l'autre à travers des ouvrages ou des prises de positions publiques soulèvent en effet de nombreuses questions. Contrairement à certaines simplifications, il ne s'agit pas d'une opposition simple entre deux conceptions de l'histoire, d'autant qu'il existe des manières différentes d'envisager l'une et l'autre. Pour autant il est des discours dominants qui méritent l'attention et selon nous un regard critique. Ainsi celui qui assimile implicitement l'histoire politique à celle des idées et des institutions avec l'argument qu'elles ne sauraient être ignorées. Mais il est également contestable d'identifier l'histoire sociale à une analyse des pratiques sociales qui excluraient les phénomènes politiques, et de la réduire aux seules méthodes quantitatives. De même que l'histoire du temps présent mérite la confrontation critique à laquelle se livrent les historiens qui s'en réclament, les rapports entre l'histoire politique et l'histoire sociale pourraient susciter une réflexion stimulante à laquelle les pages de ce bulletin devront s'ouvrir. La dimension épistémologique de cette question est indissociable d'autres enjeux qui tiennent notamment à la spécialisation à l'intérieur des champs du savoir. Dans les sciences humaines la définition des frontières peut traduire le souci

d'affirmer la légitimité d'une recherche, mais aussi le désir d'en conserver l'exclusivité plutôt que d'accepter une véritable émulation.

L'évaluation des recherches qui, en histoire notamment, détermine le financement des travaux impose des procédures prenant en compte aussi bien les méthodes, les démarches que les résultats. Cette question est d'actualité : les temps sont propices aux bilans et aux réflexions prospectives puisqu'il s'agit d'expertiser les résultats des recherches et d'envisager leur développement. Aussi bien au niveau du CNRS qu'au sein des universités et du Ministère de l'Éducation Nationale diverses procédures existent qui associent chercheurs et enseignants dans le cadre de commissions spécialisées. Même si ces procédures n'échappent pas à certains enjeux de pouvoir, elles offrent bien plus de garanties que d'autres. Dans le domaine de l'histoire, la démarche historiographique a souvent tenu lieu de méthode d'évaluation du travail des uns et des autres. Utile comme exercice critique, elle est également porteuse de classement, de hiérarchie et de jugement de valeur. Le bon usage de cette méthode impliquerait la prise en compte dans les travaux soumis à sa critique des démarches et des concepts utilisés, comme il est de règle dans la réflexion historiographique elle-même. Dans la mesure où l'historiographie est partie intégrante de l'activité de recherche, elle est alors un moment indispensable du travail scientifique et contribue donc à la progression des savoirs. Les historiens, réputés pour leur faible propension à philosopher, ont cependant intérêt à prendre au sérieux les questions épistémologiques de la discipline ainsi que les conditions d'exercice de leur métier au moment où il est interpellé par l'émergence de véritables équipes de recherche.

SERGE WOLIKOW
DIRECTEUR DE L'IHC

I

H

ACTIVITES
DES CENTRES

C

RECHERCHES EN COURS : ESQUISSE D'UN PARCOURS

BILAN

Au terme de contrats pluriannuels les laboratoires de recherche présentent leurs résultats devant la communauté scientifique et les différentes instances à qui il revient d'évaluer la qualité de leur activité. De cette évaluation dépendent en grande partie les différents soutiens apportés à l'activité future du laboratoire. Cette procédure confidentielle qui a lieu en général tous les quatre ans est l'occasion pour chaque équipe de présenter son bilan et ses projets. Il n'est pas question de proposer ici ces documents *in extenso*. Pour autant, conformément à la démarche fondatrice de cette publication, il semble intéressant de donner aux lecteurs qui s'intéressent à l'activité scientifique en histoire contemporaine une vision dynamique du travail entrepris par l'Institut d'histoire contemporaine de Dijon ces dernières années. Ils ont déjà par ailleurs des informations régulières sur les travaux d'étudiants dirigés par les enseignants-chercheurs de l'équipe et depuis deux ans le bulletin présente également un relevé des activités scientifiques de chacun. Il nous a semblé intéressant de proposer dans ce numéro un aperçu rétrospectif et une esquisse des projets de recherche. Compte tenu de la procédure d'évaluation et de ses délais il est entendu que les remarques qui suivent ne reprennent pas le détail des documents soumis à cette évaluation même si elles s'en inspirent et qu'elles n'engagent que leur auteur.

Depuis 1994 les travaux de recherche de l'IHC, structure créée en 1992 au sein de l'université de Bourgogne, ont été menés dans le cadre de l'UMR 5605. Ces travaux se sont développés autour des thématiques de recherche qui avaient été définies lors de la création de l'IHC dans le contexte de la reprise et de la relance de l'histoire politique amorcées à la fin des années 80. La mise en œuvre de ces thématiques a reposé sur l'élaboration de méthodes et d'outils spécifiques qui ont permis de mener de pair la réflexion sur les objets d'étude, la collecte des données et des matériaux documentaires, la présentation des résultats des recherches entreprises. Trois thématiques ont été ainsi travaillées. Une première thématique, *les Internationales ouvrières, les gauches européennes et la France*, interroge de manière nouvelle, à partir de sources documentaires restées inexplorées jusque-là, le thème de l'internationalisme en y intégrant la dimension nationale. La deuxième thématique

s'organise autour d'une démarche qui entend associer étroitement l'étude des groupes sociaux (professionnels et organisationnels), celle des formes de structuration du politique (politiques publiques, mise en place d'organisations partisans, contrôle de territoires), et celle des imaginaires collectifs. Son objet est d'explorer l'articulation du social et du politique à travers *la construction des espaces sociaux et politiques depuis la Révolution jusqu'aux années 30*. La démarche a été mise en œuvre sur l'exemple bourguignon. La troisième s'inscrit dans l'examen des problèmes spécifiques de l'histoire très contemporaine. Le champ chronologique défini dans cette problématique est celui de la France de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre et les objets d'étude se concentrent autour de la thématique *crises et changement social en France de 1940 à nos jours*.

Ces trois domaines de recherche s'inscrivent dans la même préoccupation : faire une histoire sociale du politique et travailler autour d'outils méthodologiques appropriés aux démarches de recherche.

Les Internationales ouvrières, les gauches européennes et la France

La création en 1992 au sein de l'IHC du Centre de Documentation sur les Internationales Ouvrières (CDIO) correspondait au lancement d'une recherche dans la longue durée sur le mouvement ouvrier européen avec le souci de penser les relations entre les trois niveaux du local, du national et de l'international dans lesquels les organisations et les idéologies sociales et politiques de gauche se sont structurées depuis le XIX^e siècle. Il s'est agi d'abord de catalyser la réflexion sur le rapport du national et de l'international dans les courants politiques du mouvement ouvrier de différents pays d'Europe en s'appuyant sur des études concernant les mouvements sociaux, les organisations socialistes et communistes. La démarche a combiné une approche centrée sur l'analyse de l'idéologie internationaliste, en tant qu'identité spécifique et durable des mouvements ouvriers politisés, et une approche attentive au rôle des groupes dirigeants comme des militants actifs dans ces organisations. La constitution d'une base documentaire a été une part importante de l'activité : elle regroupe des documents de différentes natures (livres, brochures, journaux, affiches, archives) concernant les organisations et les activités liées aux diverses internationales ouvrières (politiques, syndicales, culturelles) qui se sont développées en Europe et en Amérique du Nord du XIX^e siècle à nos jours. La collecte documentaire sur les Internationales, outre les instruments bibliographiques et imprimés généraux, est centrée sur trois domaines qui couvrent, partiellement, l'AIT avec les fonds des socialistes franco-américains (essentiellement des microfilms de périodiques), la II^e Internationale avec des fonds sur le socialisme ibérique, et surtout la III^e Internationale avec les archives microfilmées du Komintern concernant la

Activités des centres

France. Sans être exhaustifs les fonds rassemblés sont considérables, (plus de 100 000 clichés, environ 16 000 pièces) et sont cohérents puisqu'ils couvrent toute la période, de 1921 à 1943, et qu'ils regroupent une documentation qui, non seulement concerne les relations du PCF avec le centre de l'Internationale Communiste, mais aussi les organisations annexes – jeunesse communiste, secours rouge, organisations paysannes, organisations féminines. Près de 3 000 documents ont fait l'objet d'un inventaire analytique informatisé. Le fichier réalisé est d'ores et déjà consulté par les chercheurs sous sa forme actuelle (stockage sur un disque dur), sa diffusion sur cédérom est envisageable dans un avenir proche. Grâce à cette documentation il devient possible de catalyser les études de divers chercheurs ou équipes s'intéressant aux rapports national/international dans le mouvement ouvrier ou plus généralement dans la vie politique. Le rassemblement des bases documentaires a permis une réflexion sur l'usage des archives. Après un premier colloque autour de la crise de l'internationalisme qui s'est tenu en 1992 et a donné la substance d'un ouvrage publié en 1993 sous le titre *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme 1848-1956*, un deuxième colloque a été préparé par un séminaire annuel qui a permis la confrontation des travaux des membres de l'équipe, et a été consacré au thème *Archives et historiographie des Internationales ouvrières*. Il s'est tenu à Dijon les 15 et 16 décembre 1994. L'examen des rapports entre le national et l'international a été poursuivi lors du colloque organisé sur le thème *Les Fronts populaires à l'épreuve de la question nationale*, les 17 et 18 décembre 1996. Ces trois colloques ont été prolongés par des ouvrages qui ont présenté l'essentiel des travaux.

La construction des espaces sociaux et politiques dans les sociétés contemporaines (l'exemple bourguignon de la Révolution aux années 30)

Les trente années qui viennent de s'écouler ont vu se multiplier des travaux d'histoire sociale et politique inscrits dans des découpages territoriaux plus ou moins vastes, souvent définis selon des découpages administratifs préétablis. Ces travaux ont été particulièrement producteurs d'informations et ont donné lieu au rassemblement d'un important matériau documentaire. L'exemple bourguignon, qui avait inspiré comme dans d'autres lieux d'importantes thèses d'histoire régionale, offrait une large collecte d'études menées dans le cadre de mémoires de maîtrise ou de DEA. Outre les travaux d'histoire à proprement parler, des études ont été conduites en droit et sciences politiques sur le patronat du Second Empire et sur les héritiers en politique. Cette documentation présentait plusieurs inconvénients qui en rendaient la consultation et l'interprétation difficiles. À la dispersion s'ajoutait souvent la séparation des aspects sociaux de ceux plus explicitement politiques. Le découpage

des objets d'étude, le cloisonnement disciplinaire ne permettaient pas non plus la mise en relation de toutes ces recherches. En outre, ces travaux d'histoire sociale et politique avaient souvent été menés en référence à des modèles nationaux de découpage des sociétés et de fonctionnement de la vie politique. La dimension proprement « locale » des constructions sociales ou des modalités de fonctionnement du politique n'y était pas examinée comme un élément constitutif de l'objet historique. Les réflexions engagées ces dernières années autour de la critique des catégories sociales préconstituées, les nouvelles investigations développées depuis les années 80 dans le domaine de l'histoire sociale et politique, les acquis des recherches qui ont entrepris, au plan national – à la suite de thèses pionnières – de traiter de manière biographique la vie politique ou les mouvements sociaux ont conduit à l'élaboration d'une nouvelle démarche. Le projet de recherche a porté sur la constitution de groupes sociaux locaux, sur le rôle du personnel politique, l'impact des découpages administratifs et électoraux dans la production d'espaces légitimes, la place des représentations du territoire national dans la constitution des espaces locaux. La mise en œuvre d'une démarche biographique et généalogique permettant une étude prosopographique des groupes sociaux ou politiques et intégrant la dimension spatiale dans leur existence sociale devait permettre de surmonter les problèmes rencontrés jusqu'alors et de valoriser un potentiel existant. Cette démarche qui consistait à essayer de saisir conjointement des traits sociaux propres à différents groupes, leurs modes d'inscription dans l'espace social et politique bourguignon a été concrétisée par la constitution d'une banque de données biographiques du personnel politique et des acteurs sociaux en Bourgogne de 1789 jusqu'aux années 30. La recherche a été menée sur l'exemple bourguignon dans le cadre des départements de Côte-d'Or, Yonne, Saône-et-Loire, Nièvre. Cette banque de données est régulièrement alimentée par les travaux de recherche des étudiants et par ceux des chercheurs de l'équipe. Certains groupes commencent à faire l'objet d'une connaissance plus approfondie. Parmi eux certains groupes sociaux et professionnels : les gens de justice (magistrats, avocats), les médecins, les instituteurs. Le personnel administratif (le personnel municipal des municipalités révolutionnaires, les préfets et sous-préfets du Second Empire) et les élus (députés des assemblées révolutionnaires, députés et sénateurs de la III^e République, députés de la IV^e République ; conseillers généraux), font également l'objet d'enquêtes systématiques. Parallèlement aux enquêtes biographiques et prosopographiques, l'exploration des espaces politiques a été poursuivie à partir d'enquêtes portant sur les élections dans les quatre départements bourguignons depuis l'instauration du suffrage universel. La création d'une banque de données électorales permet un examen des comportements électoraux et leur mise en relation avec les configurations

Activités des centres

sociales locales. Cette démarche d'investigation concernant les espaces sociaux et politiques devrait être mise en œuvre dans les prochains travaux concernant les forces politiques et les partis politiques et leur structuration à l'échelon local. Le travail d'enquête, de collecte et de saisie autour des banques de données a permis le rassemblement d'un grand nombre de notices actuellement consultables et le rassemblement de matériaux d'analyse pour des publications en cours sur le personnel politique et les comportements électoraux.

Crises et changement social en France de 1940 à nos jours

L'histoire du temps présent a été développée autour de trois grands thèmes : le monde du travail et les luttes sociales, du Front populaire aux années 60 ; l'Occupation et la Résistance, reconsidérées à travers leurs enjeux sociaux ; les mutations sociales de la Libération à la crise. Chacune de ces perspectives de recherches associe les préoccupations d'une approche socio-politique à la nécessité d'une prise en compte des représentations collectives. Une telle démarche s'inscrit dans le souci d'apporter une contribution à une étude approfondie de l'histoire culturelle du XX^e siècle, champ d'étude aujourd'hui reconnu par la communauté historique. Les recherches sur la Résistance s'appuient sur l'activité du CERORB (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne) ; elles intègrent les travaux déjà réalisés depuis une décennie dans le cadre de cet organisme. Ses réalisations, tel le musée de la Résistance en Morvan à Saint-Brisson, constituent un point d'appui pour le développement de recherches associant historiens, acteurs et témoins de cette période. L'IHC a conduit ces dernières années un ensemble de recherches (mémoires de maîtrises, de DEA, thèses, ouvrages) sur l'Occupation et la collaboration, la répression allemande à l'encontre de la Résistance, des biographies de résistants, et une série d'études sur différents aspects de la Libération en Bourgogne. D'autres recherches concernant des activités et des groupes sociaux, essentielles pour la connaissance de l'histoire régionale des années 40 à nos jours, sont également engagées dans d'autres domaines : les transports ferroviaires et le monde des cheminots, les villes minières et leur transformation, enfin la viticulture, les mutations et les permanences d'une société locale confrontée aux fluctuations du marché. Le programme de collecte de données s'appuie sur une recherche spécifique concernant les acteurs sociaux et politiques issus des milieux populaires ruraux, enseignants et employés, responsables d'associations ou de syndicats. Les recherches utilisent les moyens habituels de l'histoire du temps présent : collecte de la mémoire, association des témoins, mobilisation des archives privées et constitution d'archives orales. Cette recherche privilégie les enquêtes orales dont l'urgence est évidente et auxquelles il est indispensable d'initier les étudiants. À

travers l'élaboration des critères de saisie des données dans le cadre d'une méthode prosopographique, la réflexion sur la conduite des enquêtes orales, c'est une recherche centrée sur des systèmes politiques et des modes de sociabilité qui est à l'œuvre.

PROJETS

Les perspectives de recherche pour les prochaines années s'inscrivent dans la continuité du travail engagé et des axes définis. On les exposera succinctement pour chacun des thèmes reformulés.

Mouvements sociaux nationaux et internationaux

Plusieurs directions de recherche ont été dégagées. Mouvement ouvrier, communisme et socialisme aux XIX^e et XX^e siècles : il s'agit de prolonger des travaux entrepris ou en cours de réalisation, mais aussi d'ouvrir de nouveaux chantiers. L'objectif est d'étudier l'histoire du mouvement ouvrier dans la longue durée, en l'inscrivant dans différentes échelles, celle de l'implantation locale comme celle de ses réseaux internationaux, en prenant en compte aussi bien les dimensions organisationnelles et culturelles que les pratiques et les doctrines. Différents modes d'approche sont privilégiés afin d'analyser le mouvement ouvrier dans sa complexité. L'histoire des organisations, depuis celles des cercles fouriéristes jusqu'aux structures partisans socialistes et communistes du XX^e siècle, suppose l'analyse conjointe des processus décisionnels, des matrices de l'adhésion, des formes du militantisme et des types d'implantation (électorat, densité des adhérents, réseaux d'influence), enfin des univers culturels de référence. Les approches biographiques sous la forme d'études prosopographiques répondent à deux préoccupations : l'étude des militants, de leur formation comme de leur activité, la connaissance d'un milieu plus restreint, mais essentiel, celui des dirigeants afin d'éclairer par ces biais le fonctionnement de ces organisations. Ces travaux inspirent en partie des ouvrages collectifs auxquels les chercheurs de l'UMR sont associés (*Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Dictionnaire des Kominterniens*). Le militantisme ouvrier est étudié au travers de ses investissements divers. Dans le monde sportif, le mouvement ouvrier a construit des organisations et développé des pratiques dont l'originalité mérite d'être évaluée. Fort de ses projets et d'un discours critique à l'égard des formes dominantes du sport quelles sont les activités effectives de ce mouvement ? Comment combine-t-il critique sociale et activité sportive ? Dans quelle mesure réussit-il à promouvoir des pratiques sportives alternatives ? N'est-il qu'une instance de démocratisation des activités sportives communes ? Un tel questionnement passe par une analyse des fédérations nationales et internationales.

Activités des centres

Dans le monde rural il s'agit de présenter les militants qui se réclament du mouvement ouvrier et qui proposent un projet émancipateur pour les campagnes. Après avoir présenté les doctrines et programmes agraires des organisations ouvrières, le projet portera sur les militants qui véhiculent ces idées progressistes, tant au niveau local qu'international. Quelle place occupent-ils dans ces organisations ouvrières ? Comment sont-ils formés ? Cette analyse comparative permettra de souligner le poids des traditions politiques, la place de la nouveauté et les références à des modèles, comme celui de la collectivisation des terres en URSS. Paradoxalement la défense de la petite exploitation, du socialisme au communisme, devient le vecteur essentiel du renforcement de l'influence du mouvement ouvrier dans les campagnes.

Le militantisme politique socialiste et communiste fait l'objet de différentes recherches aussi bien dans le cadre régionalisé, des départements de Bourgogne et de Franche-Comté que dans ceux de la France ou de l'Europe. C'est en particulier le cas des travaux de biographie collective consacrés aux militants politiques et syndicaux de la Première Guerre mondiale aux années 70. Une recherche particulière est centrée sur les dirigeants du PCF et notamment ses secrétaires généraux successifs. Elle est liée aux travaux analogues menés au plan international en Allemagne, aux Pays-Bas, en Espagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Italie ou en Russie. Les recherches sur le mouvement ouvrier français sont donc inscrites dans une perspective résolument comparatiste à la fois dans la durée et dans l'espace. Il en va ainsi d'une enquête sur la propagande et l'éducation ouvrière depuis le XIX^e siècle. Une recherche comparée est prévue sur la culture des différents partis communistes et socialistes européens autour des questions de l'État, de la nation, des classes sociales. Enfin l'étude des modes d'organisation et de fonctionnement des organisations ouvrières constitue le noyau central d'une enquête sur la diffusion de la forme partisane en partant des conceptions fondatrices élaborées dans le dernier tiers du XIX^e siècle, en passant par les expériences du premier XX^e siècle jusqu'à la remise en question générale des modèles qui semblaient les plus solides. L'analyse des données électorales et organisationnelles, grâce à l'exploitation systématique des archives nouvellement accessibles, devrait permettre de constituer une base documentaire cohérente pour fonder ces réflexions.

L'organisation de la recherche sur ces différentes questions prendra des formes diverses, associant l'activité de séminaires, la tenue de journées d'étude, l'organisation de colloques et la constitution de banques de données. Ainsi seront constitués des corpus documentaires accessibles sous formes papier et informatisée. L'inventaire analytique informatisé portant sur les archives de l'Internationale communiste concernant la France sera poursuivi. Il est également prévu de constituer une banque de données permettant l'accès aux documents essentiels de la direction

de l'IC sur la France et d'en réaliser parallèlement une autre pour les archives de direction du PCF, sur la période 1924-1970. La collaboration avec le Conseil International des Archives sur un projet européen de même type (pour les archives de l'IC) et une convention avec la Bibliothèque Marxiste de Paris (pour les archives du PCF) constituent le moyen de faire aboutir ces projets.

Espace politico-administratif et structuration des sociétés

Dans le cadre de ce deuxième thème deux projets d'étude sont envisagés. L'espace politique bourguignon (XIX^e-XX^e siècles) : il s'agirait à terme, de la publication d'un travail de synthèse qui capitalisera les apports des nombreux travaux historiques consacrés aux quatre départements bourguignons et ceux des banques de données concernant le personnel politique et les acteurs sociaux et les résultats des élections locales et générales pour la Bourgogne. Ce travail de synthèse s'organisera autour de deux axes : de la départementalisation à la régionalisation (du XVIII^e au XX^e siècle). En prenant comme symptôme des problèmes administratifs pré-révolutionnaires la gestion des « enclaves » dans une province comme celle de la Bourgogne du Nord, il s'agit, pour le XIX^e siècle, d'examiner les effets du découpage administratif révolutionnaire et post-révolutionnaire sur la polarisation de l'espace départemental et, pour le XX^e siècle, de mesurer ceux de la régionalisation sur l'ancienne hiérarchie départementale. Cette étude sera menée en étroite liaison avec celle du personnel politico-administratif et des groupes sociaux qui ont été amenés à prendre en charge ces opérations de structuration de l'espace.

Le deuxième axe concernera les comportements politiques dans les quatre départements bourguignons (de la Révolution au XX^e siècle), notamment à travers la saisie de leurs manifestations électorales. Les départements bourguignons ont été répertoriés par la géographie électorale comme des départements situés dans une zone de transition, à la jonction d'une double tradition républicaine. L'Yonne et la Côte-d'Or manifesteraient, comme la France du Nord-Est, des sympathies républicaines plutôt modérées, la Nièvre et la Saône-et-Loire s'apparenteraient davantage au vote « progressiste » de la France centrale. L'étude portera sur la validité d'une telle différenciation, ses origines éventuelles, ses permanences réelles et supposées. Elle sera menée sur la longue durée, depuis l'époque révolutionnaire jusqu'à nos jours, dans la prise en compte des modifications des formes de structuration de la vie politique.

Dans le cadre d'une réflexion sur la construction de l'espace national français et sur la production d'une identité nationale, un projet sur les producteurs de territoires (XIX^e-XX^e siècles) a pour objet d'individualiser, à l'échelon régional, les groupes et les institutions qui ont pu jouer un rôle dans la construction de territoires

Activités des centres

d'appartenance et leur inscription dans l'espace national. Il vise à mettre en évidence tant les productions symboliques, comme les représentations offertes localement au public, que certaines activités effectivement productrices de territoires (réseaux de communications : depuis le télégraphe jusqu'aux radios locales et internet, réalisations touristiques, plans d'aménagement). Quatre groupes et institutions, dont l'activité renvoie à des moments spécifiques de l'histoire nationale, retiendront particulièrement l'attention : le préfet, les sous-préfets, les maires sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, leur place dans le contrôle des systèmes d'information notamment face aux enjeux administratifs et politiques suscités par le développement du télégraphe ; les sociétés savantes qui structurent la vision de l'espace local pendant la majeure partie du XIX^e siècle ; les universitaires qui prennent le relais à partir des années 30 ; les hommes politiques toujours présents dans les opérations de construction de l'espace, mais auxquels la décentralisation a donné des moyens nouveaux dans les deux dernières décennies. L'exemple bourguignon offrira le matériau d'analyse, l'objectif restant à terme la mise en évidence des processus.

L'ouverture au cours de ces dernières années de nombreuses enquêtes sur le personnel politique, l'importance de ce domaine dans les travaux de l'UMR, les problèmes spécifiques posés par la biographie collective ont conduit les chercheurs à engager des collaborations avec d'autres laboratoires travaillant sur cette question. L'enquête sur les parlementaires de la III^e République a été menée en association avec le Centre de recherches sur l'histoire du XIX^e siècle. Elle a permis des comparaisons avec les travaux engagés par les universités de Bordeaux III et de Lille. La collaboration va se poursuivre avec l'université de Paris X-Nanterre pour une enquête sur les conseillers régionaux élus en 1998. L'association de l'université de Bordeaux III permettra de poursuivre les démarches comparatives.

Crises et changement social en France de 1940 à nos jours

Les recherches sur la Résistance, maintenant développées depuis une quinzaine d'années de manière systématique seront prolongées, mais infléchies. Après de nombreux travaux sur les maquis et le rôle du monde rural ainsi que sur les répression des forces d'occupation, les études s'orienteront dans deux directions. Une analyse comparée des différentes formes de résistance, accordera une importance accrue aux mouvements de résistance en milieu urbain, pour les confronter aux nombreuses études consacrées au monde rural. L'étude portera par ailleurs sur la collaboration institutionnelle et administrative dont la connaissance reste, malgré quelques travaux, encore limitée. La situation géographique de la région, le dispositif des forces d'occupation font de la Bourgogne un territoire favorable à l'analyse de ces

phénomènes. La préparation d'un dictionnaire biographique des résistants, en cours de réalisation, est un moyen d'associer, non sans difficultés, l'activité mémorielle à la recherche historique.

L'étude de la syndicalisation dans les régions de Bourgogne et de Franche-Comté, en association avec des chercheurs de l'université de Franche-Comté, est étroitement liée à l'examen du processus d'industrialisation et des formes de la sociabilité ouvrière dans des régions où le poids du monde rural, et surtout des petites villes, est demeuré important. La recherche s'appuie sur l'étude des archives des unions locales, départementales et régionales de la CGT et de la CFTD : elle porte à la fois sur les structures ou l'activité syndicales et sur le militantisme analysé grâce à l'élaboration de biographies collectives. Deux terrains principaux sont privilégiés et font l'objet de recherches approfondies permettant une réflexion comparative : le Doubs et la Saône-et-Loire.

L'étude des mutations du monde viticole, principalement depuis l'époque du phylloxera, se propose de comprendre l'évolution contemporaine très spécifique de la viticulture bourguignonne. L'essor des trois dernières décennies s'est accompagné de transformations structurelles marquées notamment par les difficultés relatives, mais réelles, du négoce traditionnel et la promotion inégale, mais indéniable, des viticulteurs indépendants. Le poids économique de l'activité viti-vinicole implique des recherches en coopération avec des économistes et des chercheurs de l'INRA de Dijon. Cette recherche est conditionnée également par l'accès aux archives des entreprises. La mise en place d'une structure opérationnelle avec les organisations interprofessionnelles amorcée ces dernières années permet d'envisager un programme sur les « grandes maisons » et sur les « viticulteurs ». Parallèlement est engagé un travail d'histoire politique et juridique sur l'histoire des « appellations » du milieu du XIX^e siècle à nos jours. L'analyse des formes de sociabilité de ce milieu professionnel au regard des mutations techniques, économiques et sociales a conduit à initier un programme d'étude portant sur ses comportements politiques, mais aussi ses consommations culturelles. Des coopérations internationales sont dès maintenant prévues avec des chercheurs d'Europe de l'Est qui étudient, dans un contexte différent, des milieux professionnels qui présentent cependant d'assez fortes similitudes avec ceux de la région Bourgogne. Des journées d'études sur la question des appellations, sur les relations entre les deux composantes de la profession et sur l'ouverture internationale sont déjà envisagées pour les prochaines années.

Construction et production de l'événement. L'interrogation sur l'événement est inséparable du travail de recherche mené dans cet axe : l'analyse thématique attentive à la longue durée ne saurait dispenser d'une réflexion sur le temps court et dense de l'événement. La complexité, mais aussi le rythme des évolutions historiques

Activités des centres

interdisent toute conception linéaire des transformations politiques et sociales. Leur enchevêtrement au cœur de certains grands événements producteurs de bouleversements essentiels fera l'objet d'études spécifiques avec l'objectif d'aboutir à une typologie et une hiérarchie susceptibles d'éclairer la chronologie sociale et politique française en regard des autres pays européens. On se propose ainsi de mener une étude comparative des crises politiques et sociales à différents moments de l'histoire contemporaine, de 1789 à nos jours. Il s'agira à cette occasion de réfléchir aux outils d'analyse utilisables au-delà de contextes précis en travaillant autour de l'idée de « construction de l'événement », en ouvrant cette analyse vers les espaces européens proches (Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Espagne). Retrouver dans l'événement la diversité des possibilités à l'œuvre et la complexité des déterminations constitue un enjeu essentiel des recherches d'histoire politique.

SERGE WOLIKOW

BANQUES DE DONNEES : ETAT DES LIEUX

Les travaux menés au cours des cinq années d'existence de l'IHC, dans le cadre des trois centres de recherche, le centre de documentation sur les Internationales ouvrières, le centre de recherche sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne de 1789 à nos jours, le centre d'histoire des changements sociaux et politiques ont donné lieu à un important travail de collecte de données. Ce travail de collecte s'est accompagné d'une réflexion sur les modes de traitement de l'information et sur les outils techniques appropriés. Le choix du logiciel 4^{ème} dimension (ACI) s'est imposé pour tout un ensemble de raisons. Ce logiciel avait déjà été utilisé pour la constitution de banques de données réalisées au sein du département d'histoire et sa fonctionnalité avait ainsi pu être testée pour la saisie de données historiques (résumé, indexation, etc.). L'existence d'une version compatible PC et d'une version Macintosh répondait aux contraintes techniques. La grande facilité qu'offre ce logiciel pour apporter des modifications à la structure même de la base au fur et à mesure des nouveaux besoins des chercheurs a aussi été déterminante. Le système permet à partir des listes hiérarchiques qui présentent les données en arborescence de contrôler de manière très stricte la saisie et de mettre en forme les données en les homogénéisant. Dans son utilisation il permet de faire une exploitation simple des données en utilisant un mode direct d'interrogation ou d'y accéder de manière plus élaborée par un système de sélections temporaires. La possibilité de transformer une application simple en application client/serveur, l'existence d'une nouvelle version 4D avec publication immédiate de la banque de données sur le Web, confirme l'intérêt du choix de ce logiciel. Le regroupement des données documentaires a été mené parallèlement à la mise en œuvre du projet scientifique. On peut dès à présent faire une première évaluation de l'état de la collecte.

Banque de données sur l'Internationale communiste et la France

L'inventaire analytique informatisé d'archives de l'Internationale communiste consacrées à la France, documents conservés au Centre russe de conservation et d'étude des documents en histoire contemporaine (CRCEDHC) et déposés à l'IHC sous la forme de microfiches a été entrepris en 1994, il est actuellement opérationnel

Activités des centres

et utilisé par les chercheurs de l'IHC. Sans être exhaustifs les fonds rassemblés sur ce dernier domaine sont considérables – plus de 100 000 clichés, environ 16 000 pièces – et sont cohérents puisqu'ils couvrent toute la période, de 1921 à 1943, et qu'ils regroupent une documentation qui, non seulement concerne les relations du PCF avec le centre de l'Internationale Communiste, mais aussi les organisations annexes – jeunesse communiste, secours rouge, organisations paysannes, organisations féminines.

Près de 3 000 documents sont déjà analysés (ce qui représente plus de 16 000 pages). Les clefs d'interrogation sont multiples (types du document, noms de personne, institutions, mots-matières, noms de lieux, langues, date, etc.) et il est également possible d'interroger le contenu du résumé. La lecture et la reproduction de ces archives peuvent être effectués au laboratoire où sont en libre service un lecteur et un lecteur reproducteur de microfilms. À terme, ce sont les 16 000 documents qui seront inventoriés et consultables ; l'image même du document numérisé sera attaché à la fiche analytique et le tout stocké sur un support informatique (cédérom ou DVD), la consultation sera possible par Internet.

Type de document	Nombre
amendements	6
appel	4
article	15
bulletin	3
calendrier	4
certificat	6
circulaire	48
communication	18
compte rendu	265
convention	1
convocation	8
cours	3
déclaration	63
directives	1
discours	39
discussion	53
enquête	3
explications de vote	1
imprimé	56
intervention	321
inventaire	14
journal	53

Type de document	Nombre
lettre	1027
liste	25
mandat	39
manifeste	1
matériel	3
mémoire	3
notes	72
ordre du jour	3
papillon/affiche	1
procès verbal	100
proclamation	5
projet	10
protocole	1
rapport	247
rapport/discussion	40
résolution	58
résultat	2
statuts	1
télégramme	35
thèse	4
tract	85

Banque de données biographiques

Le pari de cette banque de données était de travailler sur la longue durée et de reconstruire des profils sociaux et politiques très divers. Il a rendu nécessaire une longue réflexion préalable sur les outils informatiques appropriés et leurs modalités d'utilisation. La nécessité d'appréhender et de mettre en fiches des itinéraires biographiques aussi différents que ceux des parlementaires du XIX^e siècle et ceux des militants syndicaux du XX^e siècle imposait de trouver un système qui ne soit pas réducteur, qui n'oblige pas à une mise en code et ne contraigne pas à l'élimination de certaines informations. Il devait à la fois permettre de saisir les étapes d'une carrière individuelle, faciliter l'émergence de groupes sociaux et politiques, prendre en compte des données multiples à la fois sociales, politiques et culturelles.

- Banque de données sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne de 1790 à nos jours.

Ce projet de banque de données a constitué le point de départ de la création d'un centre de recherche sur l'espace politique et social bourguignon à l'époque contemporaine. Les résultats obtenus à ce jour permettent de faire un bilan.

-Les parlementaires de la III^e République.

L'enquête a été menée en collaboration avec le Centre d'histoire du XIX^e siècle de l'université de Paris I-Paris IV (URA 1016 du CRNS), à partir des fiches biographiques mises au point par ce centre. Ces fiches ont fait depuis l'objet d'une saisie informatique.

	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
députés	47	42	63	42
sénateurs	11	15	23	17

-Le personnel politico-administratif.

L'association des travaux réalisés par les étudiants dans le cadre des mémoires de maîtrise et de DEA aux projets de recherche de l'IHC a permis la collecte de très nombreuses de listes de noms, pour certaines accompagnées de notices biographiques, permettant d'identifier et de connaître ce personnel à différents époques. Les premières enquêtes ont balayé un large champ, leurs résultats sont progressivement complétés par des travaux complémentaires qui visent à assurer une homogénéisation progressive du projet.

Quelques exemples : les députés bourguignons des assemblées révolutionnaires (40 fiches) ; le personnel des municipalités dijonnaises sous la Révolution (193 noms) ; les candidats et les élus bourguignons aux élections législatives de

Activités des centres

l'entre-deux-guerres et la IV^e République (400 notices) ; les conseillers généraux (52 notices), etc.

Ces renseignements biographiques demeurent pour certains dispersés, mais ils devraient prochainement pouvoir faire l'objet d'un traitement informatique systématique.

- Banque de données biographiques sur les résistants bourguignons.

Ce projet a été retenu par le CERORB comme l'un des axes de sa politique de recherche. La méthode de travail a été définitivement arrêtée au terme d'une concertation entre les chercheurs et les acteurs (voir page 26).

- Banque de données biographiques sur les militants des mouvements sociaux.

Cette enquête a été ouverte en 1996, en association avec l'équipe du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (URA 1738 du CNRS). Elle a permis pour les quatre départements bourguignons le rassemblement, provisoire, de 200 noms de militants syndicaux et associatifs et d'acteurs politiques. Pour certains de ces militants des notices biographiques, plus ou moins élaborées, ont déjà été rédigées. Le travail de collecte a été étendu aux départements voisins de l'Aube et de la Haute-Marne, ainsi qu'à ceux de la Franche-Comté (voir page 27).

Banque de données électorales.

Le projet de rassemblement des résultats électoraux à l'échelon cantonal pour les quatre départements de la Bourgogne, depuis les années 30 jusqu'à nos jours, a connu un avancement certain. La réalisation, bien qu'inégale selon les types d'élections et les départements considérés, offre actuellement des séries complètes, notamment pour les élections législatives de l'entre-deux-guerres et de la IV^e République. La saisie informatique de ces données a permis un traitement cartographique qui a lui aussi fait l'objet d'une mise au point particulière.

Élections législatives

	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
Entre-deux-guerres				
16/11/1919	*	*	*	*
11/05/1924	*	*	*	*
22-29/04/1929	*	*	*	*
01-08/05/1932	*	*	*	*
26/04-3/05/1936	*	*	*	*
IV ^e République				
21/10/1945	*	*	*	*

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
02/06/1946	*	*	*	*
10/11/1946	*	*	*	*
17/06/1951	*	*	*	*
02/01/1956	*	*	*	*
V ^e République				
23/11/1958		*	*	
30/11/1958		*	*	

Référendums

	Côte-d'Or	Nièvre	Saône-et-Loire	Yonne
IV ^e République				
21/10/1945	*	*	*	*
05/05/1946		*	*	*
13/10/1946		*	*	*
V ^e République				*

ANNIE RUGET, ROSINE FRY

**DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE
DE LA RESISTANCE EN BOURGOGNE**

Le CERORB (Centre d'étude et de recherche sur l'Occupation et la Résistance en Bourgogne) a lancé depuis plusieurs années un projet de dictionnaire biographique de la Résistance en Bourgogne.

LES OBJECTIFS

L'idée principale est de constituer, à titre scientifique, une importante base de données biographiques permettant de mener à bien divers travaux prosopographiques. Les travaux historiques récents sur la biographie ont montré tout l'intérêt qu'il pouvait y avoir à approcher de grands mouvements collectifs, et la Résistance est un mouvement majeur, par le biais des itinéraires individuels. Collecter des renseignements biographiques pour des centaines d'individus et les mettre en relation permet très souvent de mieux connaître et de mieux comprendre l'élan collectif. Le propos est de repérer les grandes personnalités qui animent le mouvement, ce qui est facile, mais aussi les plus humbles et les plus méconnus car c'est l'addition de ces engagements anonymes, ce sont les détails parfois insignifiants de leur activité militante qui font la richesse et la précision de l'analyse historique. Cette dimension scientifique qui est au cœur du projet n'est pas sans rencontrer le souci mémoriel de nombre d'associations d'anciens combattants au moment où une génération passe.

LES CRITERES HISTORIQUES RETENUS

Pour déterminer qui serait retenu, il a été considéré qu'il fallait s'en tenir à des critères historiques, en prenant, autant que faire se peut, de la distance avec les enjeux de mémoire et les rivalités de clocher.

Une grille de collecte d'information a été établie qui cherche à mettre en valeur les éléments suivants : la date de l'entrée en Résistance, les motivations, l'itinéraire qui conduit à l'engagement, l'itinéraire et l'activité dans la Résistance, les modalités de la « sortie » de Résistance et les effets de l'activité de Résistance sur un engagement militant ultérieur. Par définition un résistant est une personne qui s'engage contre l'ordre établi qu'il juge illégitime et qui encourt ainsi, en franchissant les barrières de la légalité, le risque de la répression. Pour ce qui est de de la période de la Seconde Guerre mondiale, les choses sont assez claires : ce qui forme des critères déterminants, c'est la nature de l'action – l'hostilité déclarée à l'occupant et au

régime réactionnaire et collaborateur de Vichy – et le risque encouru imposant la clandestinité – l’arrestation, l’exécution, la déportation.

Une vigilance particulière sera apportée à envisager toutes les formes de Résistance – de la distribution de journaux clandestins à la lutte armée en passant par le renseignement –, toutes les catégories de résistants – jeunes réfractaires du STO, femmes, étrangers, etc. –, toutes les motivations et toutes les sensibilités politiques.

L’ETAT D’AVANCEMENT DES TRAVAUX

La première tâche a été d’ordre technique. Pour des raisons de cohérence de l’ensemble du travail prosopographique de l’IHC, il a été décidé d’utiliser, comme outil d’exploitation de l’information, la banque de données informatique mise au point par Annie Ruget et Rosine Fry pour le personnel politique bourguignon du XIX^e siècle. Cette banque de données, particulièrement efficace, avait besoin d’être adaptée à une catégorie de personnes, les Résistants, dont l’engagement revêt des caractéristiques particulières. Ce travail de mise au point technique a obligé l’équipe impliquée dans le projet à approfondir la réflexion sur la nature de l’engagement résistant (Qu’est-ce qu’un résistant ? Qu’est-ce qu’être résistant ?) et sur les limites de l’échantillon biographique (Qui doit figurer dans le dictionnaire et qui n’y figurera pas ?).

Consciente de l’ambition du projet, l’équipe a décidé de pratiquer par étapes. Dans un premier temps seraient collectées des informations et réalisées des notices d’un petit noyau de résistants représentatifs des différents aspects de la Résistance bourguignonne. Par la suite cet échantillon serait progressivement élargi de façon non pas à être exhaustif, ce qui serait une illusion, mais à disposer d’un outil scientifique important permettant d’engager des recherches précises et nouvelles sur la Résistance bourguignonne. La perspective de publication d’un dictionnaire a été envisagée, mais à relativement long terme.

Quatre équipes départementales (voir le tableau ci-dessous) travaillent actuellement à l’établissement des premières listes, à la collecte et à la vérification des informations et à la rédaction des premières notices. Elles se sont fixé comme objectif de disposer de plusieurs dizaines de biographies solides pour chaque département.

Yonne	Saône-et-Loire	Nièvre	Côte-d’Or
Claude Delasselle	Denis Chérel	Jacqueline Baynac	Stéphane Gacon
Joël Drogland	Séraphin Effernelli	Serge Pieuchot	Ludovic Rochette
Jacques Direz	André Jeannet	Carine Sauge	Jean Vigreux
Alexandra Le Doussal		Marcel Vigreux	Maurice Voutey

STEPHANE GACON

**BANQUE DE DONNEES BIOGRAPHIQUES DES MILITANTS DES
MOUVEMENTS SOCIAUX ET DES ACTEURS DE LA VIE POLITIQUE**

Dans le cadre de la collaboration avec l'équipe du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, l'IHC a engagé la collecte de biographies des militants des mouvements sociaux, conjointement le centre d'histoire des changements sociaux et politiques a organisé à Besançon une réunion avec Claude Penetier pour mettre en place une équipe chargée des enquêtes et des notices pour la Franche-Comté. Pour cette région, le but est de poursuivre le *Dictionnaire « le Maitron »* pour la période 1939-1968 et d'alimenter une banque de données biographiques plus large des responsables, acteurs, militants des mouvements sociaux et culturels, des organisations politiques, syndicales, associations.

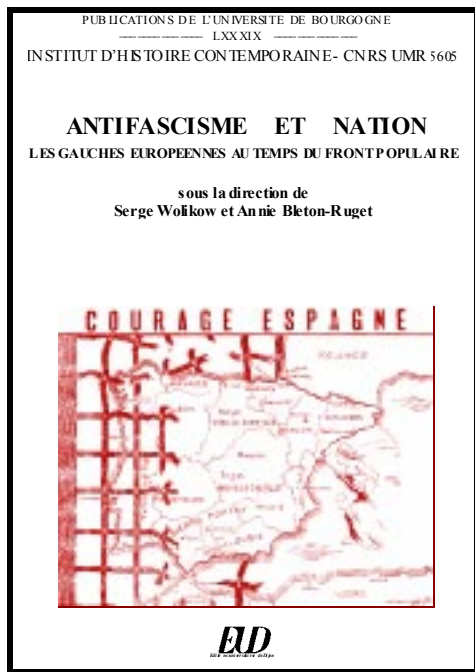
Après la Bourgogne et les départements limitrophes de l'Aube et de la Haute-Marne, la recherche se poursuit désormais en Franche-Comté, mais avec retard et faiblesses. L'équipe qui a pu se mettre en place lors de cette réunion ne compte que dix personnes (une seule pour le Jura !), enseignants du secondaire et correspondants IHTP essentiellement, autour de Maurice Carrez, Jean Charles et Claude Cuenot. Une collaboration avec l'université de Besançon serait souhaitable dans un proche avenir. L'association avec les organisations et les mouvements concernés n'a pas encore pu se faire concrètement, en dehors du Doubs. En revanche, nous avons bénéficié de la sortie du cédérom et de l'avancée des travaux sur le plan national, Claude Penetier disposant des corpus des dirigeants pour les partis socialiste et communiste, la nouvelle gauche et le PSU, les associations à la rencontre du mouvement ouvrier, etc. Il s'agit d'une aide importante pour nos nouveaux collaborateurs. Il reste à élargir les équipes départementales.

Cette initiative franc-comtoise rejoint les travaux de l'IHC. Ayant mis au point une fiche biographique type à partir des informations données par l'enquête sur le personnel politique parlementaire et les résistants, l'IHC a intégré le corpus des militants des mouvements sociaux dans sa banque de données et mettra à disposition d'un large public les résultats de cette collecte, y compris les acteurs qui ne seront pas retenus par la nouvelle édition du « *Maitron* ». Il s'agit aussi de prolonger les travaux sur les réseaux associatifs, syndicaux et politiques afin d'appréhender les logiques territoriales, les territoires politiques.

C'est dans cette optique que s'est tenue la rencontre du 24 juin 1998 réunissant les responsables des corpus pour la Bourgogne et la Franche-Comté. La discussion qui a fait état des lieux des enquêtes a ensuite présenté les différents aspects de la mise en place de la banque de données. Enfin un échange de biographies a posé le problème crucial de la rédaction des notices.

CLAUDE CUENOT, JEAN VIGREUX

DERNIERES PARUTIONS



Cet ouvrage réexamine les rapports de la gauche européenne et de la nation au temps du Front populaire. Dans un contexte qui est celui de la lutte contre le fascisme, et alors que les formes anciennes d'internationalisme montrent leurs limites, les gauches européennes retrouvent le chemin de la nation. Au moment où se constituent de nouvelles solidarités internationales, la nationalisation du mouvement ouvrier se développe de manière différente selon les pays. La liaison entre l'antifascisme et les problèmes nationaux s'opère en fonction de réalités nationales spécifiques. En retrouvant la nation, la gauche socialiste et communiste s'engage, face à la dérive fasciste des élites, dans un combat de longue durée pour la démocratie.

ISSN : 0998-1640 – ISBN : 2-905965-26-6 – Prix : 120 Francs



Cette publication reprend les principales communications faites à l'occasion d'un colloque qui a eu lieu à l'université de Bourgogne le 25 septembre 1997 dans le cadre de l'activité du réseau CLUSE. Il a été l'occasion pour les différents intervenants de présenter la diversité des approches historiennes dans le domaine de l'histoire la plus contemporaine et a donné lieu à une confrontation des usages et des manières d'envisager l'histoire du temps présent. Les contributions réunies dans ce volume témoignent de la légitimité acquise par celle-ci. Une génération de jeunes historiens aborde sans complexe à ces rives tout en gardant le souci des problèmes épistémologiques et méthodologiques qu'elle soulève. La chronologie et la diversité des champs couverts – de l'histoire politique à l'histoire culturelle, de l'histoire des élites à l'histoire du sport – rappellent avec conviction que l'histoire du temps présent n'est pas réductible à l'histoire des « années sombres » de notre histoire nationale.

ISSN : 1254-1435 – Prix : 60 Francs

I

H

EN LIAISON
AVEC

C

DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES :
ORDRE ET DESORDRE DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES
DE LA PROTOHISTOIRE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

SÉMINAIRES 1997-1998

**POPULATIONS,
POLICES ET JUSTICES**

sous la responsabilité des professeurs

J.-M. Berlière, B. Garnot F. Ronsin, V. Tabbagh

- 29/X/1997 : *L'élaboration des catégories nationales dans les recensements français (1851-1891)* – C. Klein-Gousseff (Chercheur INED)
- 12/XI/1997 : *Les politiques françaises d'assimilation en Algérie* – K. Kateb (Pr. école polytechnique d'Alger)
- 26/XI/1997 : *Les Algériens à Lyon. De la Grande Guerre au Front Populaire* – G. Massard-Guilbaud (MC Clermont-Ferrand)
- 10/XII/1997 : *La démographie dans le modèle de développement de la Banque mondiale* – R. Cussó (UNESCO)
- 7/I/1998 : *Le contrôle des étrangers dans l'espace européen* – C. Rodier (Juriste GISTI)
- 21/I/1998 : *La question arménienne* – C. Mouradian (Chercheur CNRS-EHESS)
- 4 /II/ 1998 : *Le statut des juifs : une loi extraordinaire appliquée par une administration ordinaire* – M.-O. Baruch (IHTP)
- 18/II/1998 : *L'excommunication au Moyen Âge* – V. Tabbagh (Pr. Dijon)
- 11/III/1998 : *Justice populaire, justice sommaire ?* – F. Virgili (Doctorant)
- 25/III/1998 : *Le peuple devant le pouvoir judiciaire* – B. Garnot (Pr. Dijon)
- 8/IV/1998 : *De Gavroche aux Apaches : pour une histoire des illégalismes juvéniles* – J.-J. Yvorel (MC Paris VII)
- 6/V/1998 : *Les protestants français en face du pouvoir (XVIII^e siècle)* – D. Poton (Pr. Poitiers)

SYSTÈME POLITIQUE

ET MOUVEMENTS SOCIAUX

sous la responsabilité du professeur

S. Wolikow

- 22/X/1997 : *Les partis politiques, les institutions et les mouvements sociaux* – P. Lévêque (Pr. émérite Dijon)
- 5/XI/1997 : *Gouvernements et mouvements populaires pendant la période révolutionnaire* – J.-J. Clère (Pr. Dijon)
- 19/XI/1997 : *Les paysans et les institutions révolutionnaires* – C. Wolikow (MC Paris X)
- 3/XII/1997 : *Entre ordre et liberté : la monarchie de Juillet* – T. Bouchet (Dr. en histoire)
- 17/XII/1997 : *La II^e République et la violence sociale* – F. Démier (Pr. Paris X)
- 14/I/1998 : *Les républicains face aux grèves sous la III^e République* – S. Sirot (Dr. en histoire)
- 28/I/1998 : *L'État et les manifestations*, V. Robert (MC Paris I)
- 11/II/1998 : *Les résistants et la question républicaine 1940-1943* – L. Douzou (MC Lyon II)
- 4/III/1998 : *Les résistants et la question républicaine 1943-1946* – C. Andrieu (MC Paris I)
- 18/III/1998 : *Les grèves, l'économie et la politique sous la IV^e République* – J. Domenichino (MC Univ. de Provence)
- 1/IV/1998 : *La transformation du paysage syndical sous la V^e République* – F. Georgi (MC Paris I)
- 29/IV/1998 : *Les mouvements sociaux de 1968* – M. Zancarini-Fournelle (MC Paris VIII)
- 13/V/1998 : Journée d'étude : *La gauche, le pouvoir et les mouvements sociaux sous la V^e République*

*ACTIVITES DE L'IHC EN 1997-1998**SEMINAIRE SUR « L'HISTOIRE DU COMMUNISME »*

Le lancement de ce séminaire s'est inscrit dans le cadre d'un regain d'intérêt pour l'histoire du communisme. Deux autres séminaires ont été également mis sur pied dans les universités de Paris I et Paris XIII. Le travail de recherche, stimulé notamment par l'exploitation d'archives restées jusqu'alors inaccessibles, a connu un certain renouveau même si en France il est moins important que dans d'autres pays. Pour notre part nous avons toujours considéré qu'il convenait d'accorder à l'histoire du communisme une attention à la mesure de ce phénomène majeur de l'histoire politique du XX^e siècle. Mais sans ignorer l'actualité idéologique et culturelle qui peuvent guider l'activité de la recherche dans ce domaine il nous a toujours semblé utile d'organiser le travail scientifique d'une manière méthodique et progressive afin d'assurer une certaine pérennité à des études nécessairement de longue haleine. Ainsi je mentionnerai, ici pour mémoire, la mise en place, dès 1993, d'un enseignement de licence consacré à l'histoire du socialisme et du communisme en Europe. Cet enseignement a permis de donner à de jeunes chercheurs la possibilité d'engager des recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier. Trois colloques et les séminaires de DEA où la part faite à cette histoire était loin d'être négligeable ont également contribué à former un milieu de recherche élargi par la venue de doctorants intéressés par cette spécialisation. Insérées dans le cadre de l'UMR, ces recherches constituent un axe important de l'activité de l'IHC (voir la présentation générale en première partie). Il était temps d'ouvrir un séminaire de recherche pour confronter les points de vue et évaluer l'apport des travaux les plus récents, achevés ou en cours. La conception de ce séminaire est celle qui fonde, dans l'IHC, la recherche sur l'histoire du communisme. Il s'agit de prendre en compte toutes les facettes de l'activité communiste : celle d'une force politique organisée reposant sur des pratiques, des croyances et des structures. Pour ce faire il convient de mettre en oeuvre une grande diversité d'approches dont la combinaison permet seule de saisir la complexité d'un

phénomène politique multiforme. Sans ignorer les illusions de l'histoire totale, il ne nous semble pas fécond de privilégier de manière unilatérale et systématique une méthodologie pour expliquer l'ensemble du phénomène.

Ainsi pour nous la prosopographie des militants, comme l'analyse territorialisée de l'activité, constituent des approches fructueuses que plusieurs chercheurs de notre laboratoire mettent d'ailleurs en oeuvre dans leurs propres recherches ou dans le cadre de recherches conduites avec d'autres équipes, mais elles ne semblent pas exclusives. Peut-on considérer qu'à Dijon serait également privilégiée une approche érigée en système explicatif principal ? D'aucuns estiment que notre champ d'investigation serait principalement, sinon exclusivement, celui de la stratégie communiste. Il est certain que l'activité d'une organisation politique ne se résume pas aux pratiques militantes ni au fonctionnement des structures de base, qu'il convient de s'intéresser au discours politique des équipes dirigeantes sans pour autant le prendre comme il se donne ni s'illusionner sur sa cohérence. Par ailleurs la dimension internationale du communisme notamment dans le domaine de l'organisation ainsi que l'existence d'une activité illégale servent, pour certains, à justifier des approches réductrices ramenant toute l'activité communiste du côté de la conspiration et de l'entreprise subversive. Il n'est pas question d'ignorer les composantes soviétiques ainsi que l'existence de pratiques conspiratrices, souvent associées aux intérêts diplomatiques soviétiques, mais structurer la recherche sur l'histoire du communisme autour de cette seule thématique ne permet pas de prendre la mesure du phénomène dans son ensemble. En somme il paraît nécessaire d'éviter les approches unilatérales et d'adopter une démarche qui les combine et les relativise.

L'articulation entre l'histoire politique et l'histoire sociale est essentielle pour aborder les différentes facettes du phénomène communiste.

L'avancée des recherches a toujours progressé inégalement : aujourd'hui les archives constituent un facteur essentiel même s'il est non exclusif car il reste que leur lecture est décisive et qu'elles ne parlent pas d'elles mêmes. Leur exploitation comme celle de la documentation imprimée conditionne la qualité de la recherche, d'où l'importance des inventaires analytiques et des bases de données dont nous avons fait un axe important. On peut ainsi rappeler brièvement l'élaboration de trois types d'inventaires auxquels, d'une manière ou d'une autre, notre équipe participe : ceux des archives de l'IC sur la question française, de 1920 à 1943, ceux des archives de la

direction du PCF de 1923 à 1968, enfin ceux des principaux fonds de l'IC. Ce séminaire, dont nous prévoyons qu'il se développera sur plusieurs années, devrait être un lieu favorable à la confrontation des méthodes, des résultats, des chantiers et donc aussi un espace de réflexion comme de stimulation pour l'orientation des recherches de tous les participants.

SERGE WOLIKOW

- 26/XI/97 : Introduction ; *Le PCF pendant la Seconde Guerre mondiale : pour un bilan des recherches* (S. Wolikow) ; *Historiographie de l'IC, historiographie récente du PCF* (J. Vigreux)
- 7/I/98 : *Pour une approche départementale de l'histoire du PCF. Les fédérations de la Drôme* (A. Chaffel), *et de la Côte-d'Or* (E. Coudray, M. Salmon)
- 21/I/98 : *Aux origines du PCF. L'IC et la fondation du PCF : Souvarine et Cachin* (D. Peschanski, J.-L. Chaigneau)
- 4/II/98 : *La presse communiste : le cas de « l'Humanité ». Les chroniques littéraires 1921-1926* (V. Chambarlhac) ; *Gabriel Péri (1924-1939)* (A. Courban) ; *Les chroniques cinématographiques (années 60-70) dans « l'Humanité »* (H. Lepage)
- 18/II/98 : *PCF et mouvement social : PCF et syndicalisme dans le Doubs* (C. Cuenot) ; *PCF et syndicalisme en Saône-et-Loire* (S. Paquelin) ; *Enfance et PCF* (L. Mercier)
- 11/III/98 : *Socialistes et communistes : la gauche socialiste et le PCF (1921-1939)* (T. Hohl)
- 25/III/98 : *À propos de la réception historiographique en Pologne des ouvrages de François Furet et Stéphane Courtois* (M. Boreszja)
- 8/IV/1998 - Journée d'étude : *Formation et propagande dans le mouvement ouvrier européen.*

OCTOBRE 1917 : CAUSES, IMPACTS, PROLONGEMENTS

Tenue sur trois jours, les 14, 15, 16 novembre 1997 à l'université Paris VIII-Saint-Denis, cette rencontre poursuivait un but ambitieux : tenter un bilan quelque 80 années plus tard de l'événement révolution russe en son achèvement, Octobre. Issu de la rencontre de plusieurs initiatives, le colloque fut co-organisé par Espace-Marx, le centre Ernest Mandel, de nombreuses revues ainsi que l'Institut d'histoire contemporaine chargé d'animer une table ronde sur *Octobre vu de France*. Les trois journées virent se succéder tables rondes et ateliers lesquels avaient pour but d'affiner les échanges entre les participants. Le but affiché des organisateurs était d'éviter le colloque commémoratif, de deuil ou de spécialistes, mais de reprendre une réflexion sur un passé marquant « pour en tirer des conclusions utiles à la réflexion sur les sociétés contemporaines » (Bruno Drewski). De nombreuses interventions jalonnèrent les différentes demi-journées ; aussi en rendre compte de manière même succincte risquerait de trahir la pensée des participants et d'anticiper sur la publication des actes. Dès lors, que retenir de ces trois jours ? Ils permirent une confrontation permanente entre approches issues des sciences sociales ou politiques comme la philosophie ou l'anthropologie. Cette diversité évita l'écueil de la spécialisation, et apparut comme le prélude à un dialogue fécond. À la pluralité des disciplines correspondait l'internationalisme des participants qui ouvrit les horizons sur des espaces méconnus pour beaucoup. Diversité, pluralité étayèrent la réussite du colloque. La première journée fut consacrée à un débat général sur Octobre 1917 sous ses diverses formes. La grande richesse des interventions nourrit d'intéressantes discussions, hélas limitées par le temps. Le lendemain fut consacré à des ateliers permettant de pousser l'exploration de l'événement au plus près des réalités géopolitiques, idéologiques et politiques. Cette approche éclatée permit à chacun de mesurer la richesse de la problématique du colloque. Les rapporteurs des ateliers soulignèrent à l'envi la disponibilité des intervenants, la qualité de l'écoute, surtout les perspectives de recherche ouvertes par ce rendez-vous. En conclusion, le bilan de ce colloque invite à continuer la réflexion sur Octobre 1917, au-delà d'une nécessaire confrontation internationale et disciplinaire sur les fondements identitaires du mouvement ouvrier.

COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE « OCTOBRE VU DE FRANCE »

L'Institut d'histoire contemporaine s'est associé à l'initiative du colloque par la

participation de quelques-uns de ses membres aux débats des ateliers du samedi matin sur l'impact mondial d'Octobre (Maurice Carrez), mais également en organisant une table ronde le samedi soir sur « Octobre vu de France ». L'animateur de la séance Serge Wolikow conviait les participants à articuler leurs interventions autour de trois axes : les réactions des forces politiques et sociales face à Octobre, l'utilisation postérieure de l'événement, l'usage fait de la commémoration par le PCF. Les interventions se partagèrent les différentes portions de l'espace politique national : les socialistes (Gilles Candar, Thierry Hohl), la CGT (Jean Magniadas), les intervenants culturels (Vincent Chambarlhac, Tanguy Perron), les communistes (Jean Vigreux, Roger Martelli, Jean-Paul Scot, Francis Cohen). Chaque communication s'interrogea sur les modalités d'intégration de la révolution à l'intérieur des pratiques sur le temps long de l'histoire de la gauche française : la période couverte s'ouvrait avec les réactions des socialistes majoritaires face à l'événement révolution russe (Gilles Candar) pour se clore avec la commémoration de la révolution dans les rangs communistes dans les années 1970 (Francis Cohen). À travers l'ensemble des interventions furent mis en évidence trois temps dans l'appréhension de la révolution d'Octobre par les forces politiques françaises : le temps de la fusion entre la révolution russe et Octobre – refusée ou acceptée, elle conditionne les réactions de cette première période ; le temps de la codification, l'événement devient mémoire de l'événement – la révolution est défendue, Octobre n'étant qu'un possible malheureux de son achèvement (SFIO). La commémoration communiste crée un cadre d'interprétation où l'URSS est la continuité de la révolution, comme Staline est le digne continuateur de Lénine. La dynamique révolutionnaire est interrogée par des intellectuels hors de la mouvance du PC qui posent la question : qu'avez vous fait d'Octobre ? – le temps de l'usage : l'après-guerre voit le PC commémorer Octobre à l'aune de Staline ; la révolution passe au second plan, l'URSS devient achèvement clôturant l'événement par la victoire soviétique dans la Seconde Guerre mondiale. Toutefois avec la mort de Staline, la commémoration de la révolution devient un enjeu interne au sein du PCF. Octobre reste codé, fondateur, mais son interprétation fluctue au gré de la situation du PCF dans les contextes du mouvement communiste international et de la vie politique française.

Chacune des communications a exploré un de ces aspects soit sous un angle diachronique, prenant en écharpe les différentes temporalités, soit sous un angle partisan, soit enfin en explorant un moment particulier. L'ensemble contribue à établir les linéaments d'une histoire de l'usage de la révolution d'Octobre par la gauche française. En cela, la table ronde s'avéra fructueuse par la confrontation des différents points de vue.

THIERRY HOHL

**LA GAUCHE, LE POUVOIR ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX
SOUS LA V^e REPUBLIQUE**

Mai 1958, mai 1968, mai 1981, les hasards du calendrier offraient un thème de circonstance pour la journée d'études du DEA qui a eu lieu le 13 mai 1998.

Mai 1958 remodèle la configuration politique, mais aussi sociale de la France et dix ans plus tard il semble bien que mai 1968 ne soit pas totalement séparable de 1958.

Mai 1968, contrairement à la vision stéréotypée la plus courante, est aussi un mouvement qui possède une dimension politique forte renvoyant pour une large part à 1958, 1965 et 1967 dans une volonté de revanche. Dès cette époque, les forces de la gauche politique et syndicale sont interpellées par les mouvements sociaux.

En 1981, lorsque la gauche accède et se maintient au pouvoir, elle doit répondre, elle aussi, aux aspirations sociales de chacun.

La question des rapports de la gauche, politique et syndicale, avec les mouvements sociaux apparaît donc comme une question essentielle à la fois pour l'analyse des partis politiques, mais aussi pour la compréhension de l'évolution de l'opinion publique, de ses aspirations et de sa politisation.

Devant l'ampleur du sujet, il nous sembla préférable de le diviser en trois parties s'articulant autour des trois dates clefs : mai 1958, mai 1968 et mai 1981. Ces trois temps, avec leur logique propre, apportaient chacun des éléments de réponse permettant de cerner l'évolution des rapports de la gauche avec les mouvements sociaux durant la V^e République. Préparé sous la direction de Serge Wolikow avec la participation de Tania Régin et Emmanuel Ranc, le dispositif d'ensemble de la journée a permis à chacun d'inscrire son intervention dans le cadre des thématiques des trois tables rondes.

Les organisateurs de cette journée prirent le parti de sacrifier le caractère académique pour privilégier, autour de chaque intervention, la discussion et le débat. Les intervenants, chercheurs représentant diverses spécialités, mais aussi acteurs, ont cherché à analyser le délicat problème des rapports entre les mouvements sociaux d'une part et les luttes politiques d'autre part. Malgré, ironie du sort, divers mouvements de grève, purent participer à cette journée : Alain Bertho (*La gauche et les mouvements sociaux dans les années 80*), Claude Courvoisier (*L'avènement de la V^e République*), Hélène Desbrousse (*Représentations des mouvements de*

novembre-décembre 1995 dans la temporalité historique), Éric Duhamel (François Mitterrand et « Le Coup d'État permanent »), Stéphane Gacon (Les mouvements sociaux à l'époque de la guerre d'Algérie), Pierre Lévêque (Le Parti socialiste de 1965 à 1974), Roger Martelli (Le Parti communiste français face à la V^e République), René Mouriaux (Le mouvement social de mai 68), Stéphane Paquelin (La grève des mineurs de 1963), Philippe Poirier (Politique culturelle et appropriation des mouvements sociaux sous la V^e République), Emmanuel Ranc (Les ministres communistes : les contradictions de l'exercice du pouvoir), Tania Régin (Les convergences syndicales : formes, portées et limites des années 60 aux années 70), Guy Thibaut (Les stratégies syndicales et politiques face aux grèves) et Jean Vigreux (Le Parti communiste français et mai 68).

Première table ronde : la gauche et les mouvements sociaux face au nouveau régime

Le profond désordre qui entoure la mise en place de la V^e République n'a-t-il pas aveuglé les acteurs politiques et sociaux de l'époque sur la réalité constitutionnelle du nouveau régime ?

Une réflexion sur les rapports de la gauche aux nouvelles institutions conduit à s'interroger sur la nature du nouveau régime. La prise en compte des effets politiques et sociaux, des moyens utilisés pour assurer la stabilité politique de ce régime a élargi la réflexion sur l'attitude des partis politiques de gauche face aux nouvelles institutions.

Avec la mise en place de la V^e République, le parti socialiste retrouve progressivement le parti communiste et bascule dans l'opposition au début des années 60. Quelle a été la part des carences stratégiques et des hésitations de la gauche dans sa mise à l'écart de l'exercice du pouvoir pendant près d'un quart de siècle ?

Devant le nouveau régime la réaction fut loin d'être unanime : la SFIO, le PSU, tout autant que les républicains proches du socialisme tels Pierre Mendès-France ou François Mitterrand, répondirent différemment, adoptant parfois des positions contradictoires. Comment interpréter la persistance de ces différences puisqu'il faudra attendre 1971 pour voir s'esquisser une attitude commune ?

La distinction opérée par Olivier Duhamel entre trois attitudes : celle de la gauche progressiste, celle du parti communiste, et celle de la SFIO, reste-t-elle pertinente à la lumière des travaux actuels ? Peut-on encore considérer que, face à l'avènement de la V^e République, la gauche réagit de trois manières différentes ? Le parti communiste passe du refus catégorique à l'acceptation ; la gauche non communiste se divise en deux courants : le premier se rallie en 1958, mais s'oppose à la réforme de 1962 tandis que le second après le refus des premiers jours accepte progressivement le nouveau

régime. Dès lors, une question s'impose. De la gauche ou du régime, lequel a changé ? S'il s'agit, comme il est souvent avancé, des deux, l'évolution est-elle symétrique ?

En ce qui concerne les mouvements sociaux, la guerre d'Algérie apparaît comme le vecteur essentiel de contestation dans ces premières années de la V^e République. Que ce soient les barricades à Alger fin janvier 1960, ou les manifestations des syndicats pour la paix en Algérie en octobre 1960, ce conflit domine par son ampleur politique l'ensemble des revendications sociales de cette période.

Pourtant les troubles de la fin de la IV^e République envolés, de nouvelles contestations sociales ont vu le jour. Ce furent les grèves des fonctionnaires de décembre 1959, les émeutes agricoles de février 1960 et de juin 1961, mais il faut attendre la grève des mineurs de mars-avril 1963 pour que se développe un mouvement social d'ampleur nationale qui catalyse la relance des conflits.

Deuxième table ronde : la gauche face aux mouvements sociaux

En 1965 est organisée la première élection présidentielle au suffrage universel direct. De Gaulle sort vainqueur de cette élection mais a été mis en ballottage par François Mitterrand, candidat unique de la gauche.

Cette période qui s'ouvre avec la victoire de la droite et se termine par l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République, est particulièrement riche en événements : elle est marquée par un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle en mai 1968, par la recomposition de la gauche socialiste et par la signature d'un programme commun de gouvernement réunissant le parti communiste, le parti socialiste de François Mitterrand et des radicaux. Parallèlement, il se forme du côté syndical un axe CFDT-CGT avec des accords d'unité d'action, en même temps qu'émergent de nouveaux mouvements sociaux (régionalisme, féminisme, écologie).

L'anniversaire de mai 1968 incite à une nouvelle exploration de ce mouvement, ses rapports avec les traditionnelles organisations du mouvement ouvrier (partis politiques et syndicats), son impact sur le système institutionnel et sur la culture politique.

Dans ce cadre, il semblait intéressant de réfléchir à la notion de mouvement social, de mesurer son inscription sur l'échiquier politique, son rapport aux institutions, mais aussi son influence sur la production théorique en sciences humaines.

Cette table ronde a été l'occasion d'aborder la question des stratégies syndicales au niveau local et sur le plan national, de leurs réactions face à l'émergence de nouvelles formes de mobilisation, sans négliger leurs relations avec les forces politiques.

L'attitude de la gauche face aux mouvements sociaux a constitué le fil conducteur de cette rencontre. Les différents intervenants se sont interrogés sur la capacité de la

gauche politique à se réapproprier ces mouvements et à les intégrer dans leur stratégie de conquête du pouvoir ?

Troisième table ronde : la gauche au pouvoir et les mouvements sociaux

La victoire de la gauche en mai 1981 ouvre une nouvelle ère. Après que certaines promesses électorales aient été honorées la déception se profile : gel des salaires, abandon de la politique de relance, limitation des nationalisations. La révolution n'aurait pas lieu ! Pris dans les contradictions de l'exercice du pouvoir, les ministres communistes démissionnent en 1984. Si le 10 mai 1981 porte à son terme le processus de ralliement de la gauche aux institutions, cela n'est pas sans conséquences sur le mouvement social, notamment sur sa composante syndicale.

La désaffection à l'égard du syndicalisme, amorcée dès 1977, se poursuit. Alors que la crise économique s'aggrave et que la gauche au pouvoir oublie ses engagements, les mobilisations se font discrètes. Assiste-t-on à la fin du « mouvement social » comme certains auteurs tel Alain Touraine, l'avaient annoncé dès la fin des années 1970 ? Comment dès lors interpréter les grèves des personnels hospitaliers, des cheminots, des lycéens dans les années 86-87 puis surtout celles de décembre 1995 ?

Cette troisième table ronde a été consacrée aux changements subis ou voulus par les mouvements sociaux avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Comment cette gauche, porteuse des revendications et des aspirations du monde du travail, réagit-elle face aux réalités politiques et économiques de la gestion de l'État ? Malgré des innovations dans le domaine des politiques publiques, celle de la ville par exemple, qui tablent sur l'intégration des mouvements sociaux à la gestion politique, la tradition de la gauche ne se dilue-t-elle pas dans l'exercice du pouvoir ?

Au cours des années 80, certaines organisations syndicales engagent (ou poursuivent) un mouvement d'autonomisation par rapport aux partis politiques, stigmatisant ces liens comme facteur de déclin du syndicalisme. Institutionnalisées, les confédérations syndicales semblent dépassées par les aspirations de la base comme en témoignent la chute de leurs effectifs ou le phénomène des coordinations. Le « tissu associatif », quant à lui, se développe et mobilise autour de pratiques non conventionnelles annonçant peut-être de nouvelles formes de sociabilité et de représentation.

En arrière-plan du débat sur les relations entre la gauche et les mouvements sociaux, on retrouve ainsi une question centrale, celle de la communication et de l'image, nouveau défi stratégique pour les mouvements sociaux et les partis politiques. N'est-ce pas également la question de la nouvelle configuration de la politique qui se trouve

posée à travers les difficultés que traversent aussi bien les différents partis que les institutions ?

A total les interventions et les discussions qui suivirent ont permis d'apporter quelques éléments de réponse ainsi que d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche.

Devant l'enjeu que représente la conquête du pouvoir, les partis politiques, et notamment ceux de gauche, ne peuvent ignorer les aspirations des différentes couches de la société et façonnent donc leurs discours en fonction de la perception qu'ils en ont. Or, incontestablement, les inclinations de l'opinion publique évoluent en même temps que se transforme la société, mais aussi en fonction des discours que tiennent à leur propos les partis politiques. D'où l'existence de liens dialectiques entre les partis politiques et les mouvements sociaux conduisant à un perpétuel va-et-vient entre des phases de décalage et d'osmose entre ces deux entités.

Il est de coutume d'affirmer que les crises coloniales de la fin de la IV^e République et des débuts de la V^e République, notamment le problème algérien, ont réduit l'activité et la vigueur revendicatrice des mouvements sociaux. Pourtant, ce constat hâtif mérite d'être nuancé. Si un relatif apaisement, dont les facteurs sont aujourd'hui bien connus – période de croissance économique, guerres coloniales, déstructuration politique de la gauche –, ne peut être nié, il semble que le conflit algérien ait surtout contribué à modifier les caractéristiques des mouvements sociaux en leur conférant une dimension politique plus importante au détriment des préoccupations sociales. Progressivement, les mouvements sociaux vont sortir de leur apathie – grève des mineurs en 1963, mouvements de 1966 et 1967 – pour atteindre leur paroxysme avec la crise de mai 68. L'ensemble complexe de mouvements qu'elle rassemble mériterait à lui seul une étude approfondie. Seules quelques grandes lignes ont été tracées ouvrant cependant des pistes de réflexion sur une chronologie précise et thématique de l'événement, mais aussi sur l'évolution du concept même de mouvement social durant ce court laps de temps. Avec l'abandon des grands mouvements de grève, les années 80 voient apparaître de nouvelles formes de revendications sociales qui accompagnent l'effondrement de la figure ouvrière dans la société française et l'émergence de celle de l'immigré comme problème social et politique. Cette évolution aboutit alors, pour le pouvoir de gauche, à une nouvelle manière de poser la question sociale ne répondant plus à des aspirations de changement de la société, mais plutôt à la défense de la cohésion sociale remise en cause par la crise. Dès lors, l'État lui-même se pense et se dit comme un des animateurs du mouvement social. Contrairement aux analyses du début des années 80 qui concluaient à la fin des conflits sur le plan du travail, on assiste plutôt à une évolution de ces derniers qui,

par de nouvelles voies, plus globales et plus territorialisées, sortent du cadre étroit de l'entreprise.

Face à ces évolutions, les forces politiques de gauche sont appelées à constamment se positionner. Si, d'un point de vue juridique, l'avènement de la V^e République, encadré par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958, marque moins une rupture qu'une continuité avec la IV^e République défunte, ce changement de régime conduit à des réactions diverses des différentes forces politiques de gauche. Ainsi, *Le Coup d'État permanent* de François Mitterrand apparaît comme un ensemble d'observations sur la façon dont un homme, qui se revendique de gauche, comprend et interprète les changements de 1958. La portée institutionnelle de ce pamphlet reste toutefois limitée et son intérêt est plus évident quand on l'inscrit dans une dimension plus politique. En s'attachant à démystifier le personnage du général de Gaulle, François Mitterrand entend se présenter, face aux divergences au sein de la SFIO devant le nouveau régime, comme le seul homme capable de devenir le leader de la gauche non communiste pour mener le combat républicain. Le Parti communiste qui aborde le 13 mai 1958 est quant à lui une formation politique solide, aux méthodes éprouvées, mais immobile, pauvre d'initiatives stratégiques, politiques ou intellectuelles. Face au nouveau régime, la position du PCF est sans ambiguïté : c'est celle de l'opposition. À travers cette opposition transparaît la difficulté à comprendre l'évolution de la société française et de son paysage politique, ce qui se traduit par des décalages successifs dans les prises de position du PCF. Celui-ci, à l'aube des années 60, a opéré une remise à niveau grâce notamment au mouvement social renaissant et à l'évolution institutionnelle de 1962 qui accélère le retour à une polarisation gauche/droite du paysage politique français.

La crise de 68 marque alors profondément les forces politiques de gauche en dévoilant leur totale incapacité à conférer au mouvement une dimension politique. Si l'image du Parti communiste français pendant mai 68 reste celle d'un parti dépassé sur sa gauche il n'en reste toutefois pas moins vrai que ce dernier prend une part active à l'organisation du mouvement social et à la définition, lors de la sortie de la crise, d'une perspective d'alternative au gaullisme. Par ailleurs, mai 68 échappe totalement à la gauche non communiste regroupée au sein de la FGDS. Ses relations avec le mouvement social de mai 68 se sont réduites à l'accompagnement du mouvement et à la tentative de lui donner un débouché politique et électoral. L'influence de 68 a été cependant marquante. À partir de 1969 la SFIO fusionne avec la CIR. Par ailleurs, le nouveau PS, dirigé par Alain Savary, cherche à s'insérer dans les entreprises, les universités et les collectivités, marquant ainsi la progression des thèses autogestionnaires. Avec le congrès d'Épinay, seule la voie électorale a été retenue dans le cadre de la stratégie du programme commun. Le PS tend alors à se rapprocher du

milieu syndical. Il demeure toutefois incapable de diriger un mouvement social, mais excelle par contre à en récolter les fruits au niveau électoral. L'exemple de la manière dont la gauche s'est construite une politique culturelle illustre cette capacité d'assimilation. Pour comprendre l'attitude paradoxale des forces politiques de gauche face aux mouvements sociaux, il convient d'aborder la stratégie des organisations syndicales durant les années 60-70. En fait, cette période est avant tout marquée par les convergences entre les différentes centrales. Ces convergences, sur la base de revendications plus politiques que professionnelles, restent cependant difficiles à analyser du fait qu'elles s'entrecroisent et se modifient au fil des ans. Toutefois, leur étude permet de mieux comprendre le rôle joué par les syndicats dans la victoire de François Mitterrand en 1981 et dans les réformes sociales qui ont suivie. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 n'a nullement signifié la fin des mouvements sociaux. Certes, leur vigueur des années 70 s'estompe durant les premiers temps de gouvernement de la gauche. Rapidement toutefois, les socialistes au pouvoir rencontrent des difficultés à concilier les réalités de la gestion gouvernementale avec l'application des engagements électoraux tant sur le plan social que dans les autres domaines de la gestion de l'État. L'exemple des contradictions dans lesquelles vont s'enfermer les quatre ministres communistes a été révélateur des difficultés qu'a connues la gauche au pouvoir face à la crise et à l'évolution des attentes sociales. Contrairement aux hypothèses de certains sociologues comme Alain Touraine sur la fin des mouvements sociaux anciens dans les sociétés post-industrielles, les grandes mobilisations sociales de 1983, 1986, 1990 ou 1995 restent bien vivantes (question de la place de la jeunesse dans la société ; luttes des salariés, notamment ceux de la fonction publique, se voulant en rupture avec les formes d'organisation de lutte des forces syndicales ; mouvement des intermittents du spectacle).

La richesse des interventions et des discussions témoigne de l'écho qu'a rencontré cette journée qui n'a malheureusement pas pu traiter la thématique dans toutes ses dimensions, mais il a été entendu que cette journée ne serait qu'un début.

EMMANUEL RANC

JOURNÉE D'ÉTUDE : ÉTAT ET POUVOIRS

Cette journée d'étude organisée le vendredi 9 janvier 1998 dans le cadre des activités de l'IHC a eu pour objet de prolonger la réflexion ouverte par le séminaire *État et pouvoirs* qui s'est déroulé au cours de l'année universitaire 1996-1997.

Cette journée a rassemblé autour de Serge Wolikow plusieurs auteurs de communications faites lors du séminaire.

Alain Bertho (univ. de Paris VIII) : *La politique de la ville sous la V^e République : une transformation de l'État* – Pierre Bodineau (univ. de Bourgogne) : *Pouvoirs et territoires : l'exemple de la régionalisation* – Maxime Dury (univ. de Bourgogne) : *L'État et la presse : la censure* – Françoise Fortunet (univ. de Bourgogne) : *Politiques sociales patronales : l'exemple des établissements Schneider au Creusot* – Patrick Garcia (IUFM de Versailles) : *L'État commémorateur XIX^e-XX^e siècle : l'exemple des commémorations de la Révolution française* – Philippe Jobert (univ. de Bourgogne) : *Les entrepreneurs et l'État sous le Second Empire* – Philippe Poirier (univ. de Bourgogne) : « *L'État culturel* » : *genèse, fonctions et recomposition* – Annie Ruget (univ. de Bourgogne) : *La construction de l'État national et les pouvoirs locaux dans le premier XIX^e siècle.*

La diversité des domaines d'étude pris en compte et des périodes historiques retenues a orienté la réflexion et le débat autour de la question des modalités d'approche de l'État. Les analyses précises faites dans les communications permettent de rompre avec la conception réifiée de l'État qui a été longtemps celle d'univers idéologiques différents. Sur les exemples choisis ces analyses conduisent à individualiser plusieurs voies par lesquelles saisir l'existence de l'État, ses modes de fonctionnement, et les changements intervenus au cours de la période contemporaine. Parmi celles-ci : les formes d'activités étatiques et leur évolution – elles ont été explorées à travers l'étude des politiques publiques : celle de la ville et celle de l'État culturel ; les rapports État/pouvoirs qui manifestent les capacités d'autonomie de différents pouvoirs associés ou intégrés à l'État – pouvoir de la presse, pouvoir patronal ou pouvoirs locaux dans l'organisation du territoire ; la mise en scène de l'État et la construction de son image, examinées à la lumière des processus commémorateurs.

Cette journée d'étude dont les contributions s'inscrivent dans la problématique du thème de recherche *Territoires et pouvoirs* de l'UMR 5605 fera l'objet d'une publication au cours de l'année universitaire.

ANNIE RUGET, SERGE WOLIKOW

**1. DEA 1998-1999 - LES CHEMINS DE LA CRITIQUE SOCIALE
ET POLITIQUE : L'ENGAGEMENT**

- 21/X/98 : *Éducation, propagande et militantisme ouvrier au XIX^e siècle* (M. Carrez)
- 04/XI/98 : *L'engagement républicain avant les partis* (A. Ruget)
- 25/XI/98 : *L'engagement révolutionnaire dans le monde rural XIX^e et XX^e siècles* (J. Vigreux)
- 09/XII/98 : *L'engagement dans les brigades internationales* (R. Skoutelsky)
- 06/I/99 : *L'engagement politique des étudiants au XIX^e siècle* (J.-C. Caron)
- 20/I/99 : *Les femmes et la citoyenneté* (F. Thébaud)
- 03/II/99 : *L'engagement des compositeurs français au XX^e siècle* (D. Durney)
- 24/II/99 : *Comment en finir ? Rationalisation organisationnelle de la fin d'engagement des militants syndicaux professionnels* (G. Ubbiali)
- 10/III/99 : *L'éducation populaire dans le mouvement ouvrier au XX^e siècle* (L. Mercier)
- 24/III/99 : *Cinéma et mouvement ouvrier des années 30 aux années 50* (T. Perron)
- 21/IV/99 : *L'engagement associatif dans le sport* (B. Caritey)
- 19/V/1999 : *L'engagement à l'échelle d'une vie : Lucien Hérard, du syndicaliste enseignant au médiateur culturel* - Journée d'études

Le séminaire a lieu le mercredi de 16 h. à 18 h., salle 229, à la faculté des lettres

« SÉMINAIRE SUR « L'HISTOIRE DU COMMUNISME »

- 25/XI/98 de 14h. à 16 h. : *À propos du Newsletter, de la publication des télégrammes. Historiographie de l'Internationale communiste et archives* (B. Bayerlein, S. Wolikow)
- 16/XII/98 de 14h. à 17 h. : *L'histoire de l'Internationale communiste* (P. Broué)
- 27/I/99 de 14h. à 17 h. : *Matrices et traditions ? Des socialismes utopiques au XIX^e siècle : le fouriérisme* (T. Bouchet) ; *le cabétisme* (F. Fourn)
- 17/II/99 : *Présentation des travaux d'étudiants de l'année 98. Le PCF et ses images*
- 3/III/99 : *Le groupe parlementaire communiste, recherches en cours : premiers résultats et questions méthodologiques* (O. Dartigolles, E. Ranc)
- 31/III/99 : *Les communistes et la Seconde Guerre mondiale* (R. Bourderon, D. Virieux)
- 28/IV/99 : *Pour une histoire du secrétariat général du PCF* (R. Martelli, B. Pudal, J. Vigreux, S. Wolikow)

Le séminaire a lieu le mercredi, salle 336, à la faculté des lettres

COLLOQUES EN PREPARATION

L'IHC est associé à la préparation de plusieurs colloques.

- Autour de la commémoration du 150^e anniversaire de la Révolution de 1848
 - Un colloque autour du 150^e anniversaire de la mise en place de l'enseignement agricole est consacré à *La formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945*. Il est organisé par l'ENESAD (Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon), avec la collaboration de l'Institut d'histoire contemporaine de l'université de Bourgogne, de l'Association d'histoire des sociétés rurales, et de l'Association pour l'histoire de l'agriculture au XX^e siècle. Il aura lieu à Dijon les 19, 20 et 21 janvier 1999.
 - Un colloque organisé par le CERPO (Centre d'étude et recherche politiques) de l'université de Bourgogne : *La constitution du 4 novembre 1848 : l'ambition d'une république démocratique*, les 10 et 11 décembre 1998.
- Un colloque d'hommage à Georges Duby est organisé par l'Institut de recherches du Val-de-Saône dont Georges Duby a été le président. Ce colloque intitulé *Regards croisés sur l'œuvre de Georges Duby : Femmes et Féodalité* aura lieu à Mâcon les 3, 4 et 5 décembre 1998. L'IHC a pris en charge le thème *L'espace des femmes*.

TRAVAUX, PARTICIPATIONS DIVERSES DES CHERCHEURS DE L'IHC

1—Publications :

Ouvrages

BERLIERE Jean-Marc et PESCHANSKI Denis [Dir.], *Pouvoirs et polices au XX^e siècle (Europe, USA, Japon)*, Bruxelles, Complexe, 1997, 324 p.

BERLIERE Jean-Marc et VOGEL Marie, Police, État et société en France des années trente aux années soixante : essai bibliographique, *Les Cahiers de l'IHTP*, mars 1997, n° 36, 143 p.

CARREZ Maurice et JACQUET Bernard, *Enseigner la ville. L'exemple de Besançon*, Besançon, CRDP de Franche-Comté, 1997, 187 p.

CORDILLOT Michel, PENNETIER Claude et RISACHER Jean [Dir.], *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, biographies nouvelles 1789-1939, tome 44*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1997, 437 p.

GACON Stéphane, PAQUELIN Stéphane et VIGREUX Jean, *Che Guevara. Le Che, la Révolution, le mythe et l'histoire*, Chenôve, Adiamos, 1997, 19 p.

POIRRIER Philippe [Présenté par], *La naissance des politiques culturelles et les « Rencontres d'Avignon » (1964-1970)*, Paris, La Documentation française-Comité d'Histoire du Ministère de la culture, 1997, 576 p.

RONCIN Francis, *La population de la France de 1789 à nos jours. Données démographiques et affrontements idéologiques*, Paris, Seuil, 1997, 95 p.

RONCIN Francis, LE BRAS Hervé et ZUCKER-ROUVILLOIS Élisabeth [Coordonné par], *Démographie et politique*, Dijon, EUD, 1997, 207 p.

VIGREUX Jean, « L'année 1946 » in D. PESCHANSKI [Dir.], *Carnets Marcel Cachin, tome 4*, Paris, Éd. du CNRS, 1997, p. 875-1039.

WOLIKOW Serge, « Les carnets russes de Marcel Cachin, de 1921 à 1933 », in *Carnets Cachin, tome 3*, Paris, Éd. du CNRS, 1998, 1050 p. Introduction générale, annotations et présentation de chaque carnet.

WOLIKOW Serge, « Marcel Cachin, le carnet de 1935, présentation et commentaires », in *Carnets Cachin, tome 4*, Paris, Éd. du CNRS, 1997.

Articles et contributions

- BERLIERE Jean-Marc, « La cervelle du gardien de la paix » in B. GARNOT [Dir.], *Juges, notaires et policiers délinquants (XIV^e-XX^e siècles)*, Dijon, EUD, 1997, p. 141-160.
- BERLIERE Jean-Marc, « A Republican Political Police ? Political Policing under the French Third Republic 1875-1940 » in M. MAZOWER [Ed.], *The Policing of Politics in the 20th Century. Historical perspectives*, Providence & Oxford, Berghahn Books, 1997, p. 27-55.
- BERLIERE Jean-Marc et PESCHANSKI Denis, « Police et policiers parisiens face à la lutte armée : 1941-1944 » in *Pouvoirs et polices au XX^e siècle (Europe, USA, Japon)*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 137-176.
- BLETON-RUGET Annie, « La Révolution de 1848 : les modèles régionaux », *Bulletin des travaux de l'Institut de recherches du Val de Saône*, n° 4, 1997, p. 13-26.
- BOUCHET Thomas et HINCKER Louis, Présences d'un passé insurrectionnel. Interventions publiques et devenir personnels de vétérans des 5 et 6 juin 1832 sous la Deuxième République, *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 1997/2, p. 31-47.
- BOUCHET Thomas, « La barricade des *Misérables* » in A. CORBIN et J.-M. MAYEUR [Dir.], *La Barricade*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 125-135.
- BOUCHET Thomas, « Les meneurs dans la guerre de rues au début de la monarchie de Juillet » in A. LEMENOREL [Coord.], *La rue, lieu de sociabilité ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1997, p. 295-302.
- BOUCHET Thomas, Les 5 et 6 juin 1832. Expressions, usages, traces de l'événement (texte de la soutenance de thèse), *Territoires contemporains*, 1997. n° 4, p. 65-71.
- BOUCHET Thomas, « Annat Antoine », « Bretagne Louise », « Buttoud Antoine », « Jeanne Eugène », « Prospert Victor », « Rivière Jacques, dit Rivière cadet » in M. CORDILLOT, C. PENNETIER et J. RISACHER [Dir.], *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, tome 44*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1997.
- CHARRAS Igor, « Soupçons sur la police des stupéfiants (1900-1940) » in B. GARNOT [Dir.], *Juges, notaires et policiers délinquants XIV^e-XX^e siècle*, Dijon, EUD, 1997, p. 161-179.
- CHARRAS Igor, Récits de vies des policiers : état des lieux, *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 1997, n° 30, p. 205-227.
- POIRRIER Philippe, L'histoire des politiques culturelles des villes, *Vingtième siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 1997, n° 53, p. 129-146.

En liaison avec

POIRRIER Philippe, « Les politiques culturelles » in *Le Musée et la bibliothèque : vrais parents ou faux amis ?* Paris, Bibliothèque Publique d'Information du Centre Beaubourg, 1997, p. 41-56.

POIRRIER Philippe, Municipalité et culture au XX^e siècle : des Beaux-Arts à la politique culturelle (texte de la soutenance de thèse), *Territoires contemporains*, 1997, n° 4, p. 55-64 ; repris dans *Annuaire des collectivités locales. L'année de la recherche sur l'administration locale en France*, Paris, Litec, 1997, p. 757-766.

POIRRIER Philippe, L'embellie de l'histoire culturelle, *Esprit*, juillet 1997, p. 196-200.

VIGREUX Jean et POIRRIER Philippe, Les Fronts populaires à l'épreuve de la question nationale, *Territoires contemporains*, 1997, n° 4, 1997, p. 11-13 ; repris dans *Vingtième siècle, revue d'histoire*, juillet-septembre 1997, n° 55, p. 140-142.

VIGREUX Jean, « Histoire de la Côte-d'Or, de la préhistoire à nos jours » in *La Côte-d'Or*, Paris, Bonneton, 1997, p. 8-63.

WOLIKOW Serge, « A concepção de historia operaria diante da abertura dos novos arquivos (a respeito dos arquivos do komintern) », *Cadernos AEL*, Universidade Estadual de Campinas, 1997, n° 5/6, p. 50-62.

WOLIKOW Serge, « Les archives du communisme en débat », *Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique*, 1997, n° 67.

WOLIKOW Serge, « Le PCF et le bicentenaire de la révolution française : commémoration du parti ou des adhérents ? », *Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique*, 1997, n° 69.

WOLIKOW Serge, « La question des archives. Et si les archives ne parlaient pas toutes seules ? », *Société française*, avril-juin 1997, n° 59, p. 52-56.

Multimédia :

CORDILLOT Michel, PENNETIER Claude et RISACHER Jean [Coord.], *Cédérom du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1997.

GACON Stéphane, « La guerre et l'Algérie » in *Enseigner l'histoire du temps présent*, Serveur Académie de Dijon, <http://www.ac-dijon.fr>

POIRRIER Philippe, « Écrire et enseigner l'histoire du temps présent » in *Enseigner l'histoire du temps présent*, Serveur Académie de Dijon, <http://www.ac-dijon.fr>

RONCIN Francis, création de la revue *Populations et politique*, <http://www.Ehess.fr/populatique>.

2—Colloques et séminaires :

BERLIERE Jean-Marc, « Les pouvoirs de police : attributs du pouvoir municipal ou de l'État : la loi de 1884 », colloque *Jaurès et l'État*, Castres, octobre 1997.

BERLIERE Jean-Marc, « Les archives policières des mirages aux fantasmes », colloque *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires*, Angers, décembre 1997.

BERLIERE Jean-Marc, « Administration nouvelle versus administration ancienne : l'exemple des polices sous l'occupation », colloque *État et politiques publiques au XX^e siècle*, ENS Cachan, décembre 1997.

BLETON-RUGET Annie, « Archives de femmes en Révolution », Séminaire *Pratiques d'archives*, EHESS, février 1998.

BOUCHET Thomas, « Régner bourgeoisement. La mise en scène du pouvoir monarchique sous Louis-Philippe », Journée de l'École Doctorale *Les images du pouvoir*, Université de Bourgogne, le 25 avril 1997.

BOUCHET Thomas, « Entre ordre et liberté. La monarchie de Juillet », séminaire de DEA *Systèmes politiques et mouvements sociaux*, Université de Bourgogne, dirigé par Serge Wolikow, le 3 décembre 1997.

CARREZ Maurice, « Convaincre et former : propagande et diffusion des savoirs en milieu populaire aux XIX^e et XX^e siècles », séminaire du CDIO, université de Bourgogne, le 9 avril 1997.

CARREZ Maurice, « Les images du pouvoir rouge dans la Finlande révolutionnaire de 1918 », Journée de l'École Doctorale *Les images du pouvoir*, Université de Bourgogne, le 25 avril 1997.

CARREZ Maurice, « Les suites d'octobre 1917 en Finlande : indépendance, affrontements sociaux et construction du mythe national dans une périphérie de l'empire tsariste », colloque *Octobre 1917 : causes, impact, prolongements*, Université de Paris VIII-Ours-Espace Marx-IHC, Paris, les 14-16 novembre 1997.

CARREZ Maurice, « Le syndicalisme allemand aux XIX^e et XX^e siècles », conférence à l'Institut d'Histoire Sociale, les 16 et 17 décembre 1997.

CARITEY Benoît, « Pratiques sportives : identité et territoire », séminaire de l'IHC, Université de Bourgogne, dirigé par Serge Wolikow, le 26 février 1997.

CARITEY Benoît, « "L'histoire venant d'en bas", ses atouts et ses pièges », colloque *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoire*, Université de Bourgogne, le 25 septembre 1997.

En liaison avec

CHAMBARLHAC Vincent, « La Nuit, une pièce syndicaliste révolutionnaire devant le pouvoir soviétique », Journée de l'École Doctorale *Les images du pouvoir*, Université de Bourgogne, le 25 avril 1997.

CHAMBARLHAC Vincent, « Un groupe d'écrivains pacifistes devant la révolution d'octobre 1917 et la naissance de l'URSS (1917-1939), colloque *Octobre 1917 : causes, impact, prolongements*, Université de Paris VIII-Ours-Espace Marx-IHC, Paris, les 14-16 novembre 1997.

CHARRAS Igor, « Comment on devient policier », séminaire Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), le 7 avril 1997.

CHARRAS Igor, « La police des stupéfiants, une police comme les autres ? », Journée de l'École Doctorale *Les images du pouvoir*, Université de Bourgogne, le 25 avril 1997.

CHARRAS Igor, « L'entrée dans la police à travers les récits de vies des policiers », séminaire *Police, État et société en France, 1930-1960*, Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP), le 4 juin 1997.

GACON Stéphane, « Les entraves à l'histoire du temps présent : l'exemple de l'amnistie », colloque *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoire*, Université de Bourgogne, le 25 septembre 1997.

HOHL Thierry, « Les représentations du pouvoir dans la gauche socialiste (1921-1939) », Journée de l'École Doctorale *Les images du pouvoir*, Université de Bourgogne, le 25 avril 1997.

HOHL Thierry, « Après la scission, la gauche socialiste devant la Révolution d'octobre 1917 (1921-1939), colloque *Octobre 1917 : causes, impact, prolongements*, Université de Paris VIII-Ours-Espace Marx-IHC, Paris, les 14-16 novembre 1997.

POIRRIER Philippe, « De l'histoire des arts à l'histoire culturelle », stage de formation MAFPEN-IUFM de Bourgogne, dirigé par Jean Maréchal, le 27 février 1997.

POIRRIER Philippe, « Politique culturelle et les enjeux des territoires », séminaire de l'IHC, Université de Bourgogne, dirigé par Serge Wolikow, le 12 mars 1997.

POIRRIER Philippe, « L'État culturel : genèse, fonctions et recomposition », séminaire de DEA *État et pouvoirs*, Université de Bourgogne, dirigé par Serge Wolikow, le 19 mars 1997.

POIRRIER Philippe, « Actualité de l'histoire des politiques culturelles locales », séminaire de DEA du *Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines*, Université de Versailles-Saint-Quentin, dirigé par Pascal Ory, le 25 mars 1997.

POIRRIER Philippe, « Les Rencontres d'Avignon (1964-1970). Rôle et place des élus », séminaire du *Groupe d'histoire des politiques culturelles locales du Comité d'histoire du ministère de la Culture*, présidé par Augustin Girard, le 13 mai 1997.

POIRRIER Philippe, « Les défis de l'histoire culturelle du temps présent : un terrain, trois regards », colloque *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoire*, Université de Bourgogne, le 25 septembre 1997.

POIRRIER Philippe, « Des enseignements artistiques à l'éducation culturelle », séminaire de formation continue, MAFPEN-Rectorat de Dijon, dirigé par Jean Maréchal, le 21 octobre 1997.

POIRRIER Philippe, « La récupération politique des grands hommes du Moyen Âge aux XIX^e et XX^e siècles », Cycle *Moyen Âge*, organisé par l'Espace culturel François Mitterrand (Chenôve) avec le concours du Centre d'Études Médiévales d'Auxerre (CNRS-Université de Bourgogne), le 9 décembre 1997.

VIGREUX Jean, « Le Front populaire en Saône-et-Loire », conférence Mairie de Mâcon, le 7 janvier 1997.

VIGREUX Jean, « Le Front populaire en Bourgogne », conférence IUT de Dijon, le 2 avril 1997.

VIGREUX Jean, « Archives et sources orales : le cas du communisme », colloque *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoire*, Université de Bourgogne, le 25 septembre 1997.

VIGREUX Jean, « L'avènement du nazisme », conférence IFOREP-Fondation pour la mémoire Buchenwald Dora, Kaisersberg, le 20 octobre 1997.

VIGREUX Jean, « Le contexte international, 1914-1925 », colloque *La guerre de 1914-1918, la Révolution d'octobre 1917 et le mouvement ouvrier*, Institut d'Histoire Sociale, le 23 octobre 1997.

VIGREUX Jean, « Le PCF et la Révolution d'Octobre 1917, l'exemple de 1967 », colloque *Octobre 1917 : causes, impact, prolongements*, Université de Paris VIII-Ours-Espace Marx-IHC, Paris, les 14-16 novembre 1997.

VIGREUX Jean, « Le syndicalisme britannique des origines aux années 1980 », conférence à l'Institut d'Histoire Sociale, le 17 novembre 1997.

VIGREUX Jean, « Historiographie du PCF », séminaire de l'IHC, Université de Bourgogne, dirigé par Serge Wolikow, le 17 décembre 1997.

WOLIKOW Serge, « Du socialisme au communisme nivernais », Rapport au Colloque du centenaire du parti socialiste dans la Nièvre, Nevers, le 26 janvier 1997.

WOLIKOW Serge, « Des historiographies parallèles, celles du nazisme et du communisme ? Comment écrit-on l'histoire de l'Internationale communiste ? », Journée d'étude de l'IHTP, ENS Cachan, le 30 janvier 1997.

En liaison avec

WOLIKOW Serge, « Résistance et politique, le pouvoir comme enjeu », Rapport de Synthèse *La Résistance et Les Européens du Sud*, UMR Telemme, Université de Provence, Aix-en-Provence, 20-22 mars 1997.

WOLIKOW Serge, « La représentation du pouvoir et de l'État dans le mouvement ouvrier français de l'entre-deux-guerres », journée de l'École Doctorale *Les images du pouvoir*, Université de Bourgogne, le 25 avril 1997.

WOLIKOW Serge, « La steppe russe dans l'imaginaire de la gauche européenne des années vingt et trente », Colloque international *La steppe*, Université de Bourgogne, Dijon, le 15 mai 1997.

WOLIKOW Serge, « L'Internationale communiste et l'URSS », Colloque de l'Université de Paris I Sorbonne, et de la revue « Relations Internationales », *La puissance russe et soviétique*, le 23 mai 1997.

WOLIKOW Serge, « L'histoire du temps présent en question », colloque *Où en est l'histoire du temps présent ? Notions, problèmes et territoire*, Université de Bourgogne, le 25 septembre 1997

WOLIKOW Serge, « Internationalisme, mondialisation dans l'histoire du sport », Assises de la FSGT sur le sport populaire, Pau, le 31 octobre 1997.

WOLIKOW Serge, « Les commémorations de la révolution d'octobre et le PCF de 1920 aux années 1960 », *Octobre 17 : causes, impact, prolongements*, Université de Paris VIII-Ours-Espace Marx-IHC, Paris, les 14-16 novembre 1997.

WOLIKOW Serge, organisation de la table ronde sur « Le mouvement ouvrier et les commémorations d'Octobre des années 20 à nos jours », colloque du centre d'histoire, de conservation et de documentation, *Méthodologie et analyse des archives de l'Internationale communiste*, Moscou, 24-28 novembre 1997.

ACTIVITES D'ADIAMOS

ADIAMOS a élargi son activité au cours de ces deux dernières années. De nombreux fonds d'archives sont maintenant consultables grâce aux inventaires réalisés par Benoît Drouot, Hélène Fournier et Xavier Rabago ; citons pour mémoire, les fonds Caignol, Jarlaud, Nourissat et Didier. L'achat d'ouvrages a permis aussi d'accroître notre documentation, tout comme certains dons de revues. Ce qui a permis de nourrir une série de travaux de recherche (maîtrises, DEA, doctorats). Le dernier fonds d'archives important acquis par ADIAMOS est le fonds de l'UR-CFDT de Bourgogne. Lorsque les archives ne sont pas déposées auprès de l'association, des conventions sont signées avec les organismes ou les personnes pour faciliter les échanges. À l'occasion de la signature de la convention entre ADIAMOS et l'UR-CFDT de Bourgogne, ADIAMOS et l'IHC ont organisé une soirée-débat sur l'histoire de la CFDT. Elle a eu lieu le mercredi 1^{er} avril à l'amphithéâtre Bachelard autour des ouvrages de Frank Georgi, maître de conférences à l'Université de Paris I (Sorbonne). Une convention de ce type a été signée, par exemple, avec la Fédération de Côte-d'Or du Parti socialiste.

Parallèlement, ADIAMOS tend à médiatiser les recherches effectuées dans le cadre de l'IHC. Ainsi ADIAMOS a réalisé en 1996 une importante exposition sur le Front populaire en Bourgogne qui a été présentée à Dijon et dans plusieurs communes de son agglomération (Chenôve, Longvic). Elle a ensuite été présentée dans l'Yonne et en Saône-et-Loire (Sens, Migennes, Mâcon). Cette exposition a été accompagnée par toute une série de conférences assurées par Serge Wolikow, professeur à l'Université de Bourgogne et Jean Vigreux, ATER à l'Université de Bourgogne. Cette exposition a été l'occasion d'établir des liens avec l'IUT de Dijon – avec la coopération de Jean-Marc Berlière, professeur d'histoire contemporaine – afin de constituer une banque d'archives vidéo sur les acteurs (*Les porteurs de mémoire*). Depuis 3 ans, une série d'interviews d'acteurs locaux du mouvement social et politique ont été réalisées. L'IHC a mis à la disposition de l'opération ses chercheurs et ses étudiants qui ont assisté les étudiants de l'IUT sur le plan scientifique. ADIAMOS a fait jouer son réseau de relations et a ouvert ses archives pour réaliser les vidéogrammes.

Une deuxième exposition s'est intéressée aux luttes des femmes et a donné lieu à une soirée débat avec la participation de Jessica Slowick et Anne Goirand-Hohl le 8 mars 1998.

Enfin, *Mai 68* a été l'occasion de présenter une exposition à Chenôve et à Dijon sur le *Mai bourguignon* restitué dans le cadre national, avec l'appui des étudiants de l'université de Bourgogne qui mènent actuellement des travaux sur le sujet. Cette exposition a été présentée à l'université du 28 avril au 15 mai. Une soirée-débat a été organisée par ADIAMOS et l'IHC le 12 mai 1998. Le débat s'est déroulé après une

Outils et documents

brève présentation des faits par Michel Dreyfus, chercheur au CNRS, Serge Wolikow, Jean Vigreux et Stéphane Gacon de l'Université de Bourgogne. De très nombreux témoins ont pu confronter leurs lectures de l'événement et croiser leurs visions rétrospectives. Cette soirée fut si riche qu'elle contribua à la réalisation d'une émission télévisée animée par Annick Alexandre et Jean Vigreux.

Plusieurs soirées débats ont été co-organisées par ADIAMOS et le cinéma d'art et d'essai l'Eldorado auxquelles ont été associés un certain nombre de chercheurs de l'IHC (débat sur la montée du nazisme autour du film de Volker Schlöndorff, *Le tambour* ; débat sur la guerre d'Espagne autour du film de Ken Loach, *Land and Freedom* ; débat sur l'après-mai 68 autour du film *Reprises* d'Hervé Leroux ; débat sur la Collaboration autour du film de Claude Chabrol, *L'œil de Vichy* ; débat sur l'Amérique latine et le « Che » autour du film de Maurice Dugowson *Che Guevara* avec Pierre Kalfon ; débat sur Mai 68 autour du film de Romain Goupil, *Mourir à 30 ans*).

L'association a organisé en liaison avec l'IHC plusieurs conférences. Le 21 janvier 1998 une soirée-débat sur l'historiographie récente du communisme (« Où en est l'histoire du communisme ? »), a permis de dresser un état des lieux des recherches actuelles et des problématiques. Cette question a été rendue plus vive par la chute du communisme et l'ouverture des archives de Moscou et du PCF. Se sont retrouvés à l'amphithéâtre Drouot à la faculté des lettres de la rue Chabot-Charny, Hélène Souviron, professeur à l'IUT de Dijon, Denis Peschanski, directeur de la publication critique des Carnets Cachin, chercheur à l'IHTP, Serge Wolikow et Jean Vigreux de l'Université de Bourgogne.

Une deuxième conférence-débat a eu lieu à l'Université le 14 mars 1998 autour du livre de Claudine Cardon, *Le Convoi des 45 000*, sur le thème de la déportation politique pendant la Seconde Guerre mondiale. Au cours de cet après-midi, Sylvie Guigue, étudiante à l'Université de Bourgogne, auteur d'une maîtrise sur *Le départ et le retour des déportés en Côte-d'Or*, a présenté ses travaux.

Notons enfin, pour être complet, la création d'une antenne chaumontaise animée par Mireille Conia. Tous les autres chantiers évoqués dans les bulletins précédents restent ouverts. ADIAMOS dispose aussi de publications en vente à son siège sur les expositions ou les journées-débats.

JEAN VIGREUX

Renseignements pratiques :

ADIAMOS 19 rue Maxime Guillot à Chenôve, Bus n° 5. Tél. : 03.80.51.93.73.

La Bibliothèque est ouverte l'après-midi de 13 h. à 18 h. (mardi, mercredi et jeudi). Pour bénéficier des services de la bibliothèque il faut s'inscrire sur place et s'acquitter d'un montant de 30 F. pour obtenir une carte de lecteur. Les étudiants en cycle de recherches doivent adhérer à ADIAMOS pour bénéficier des fonds documentaires.

L'utilisation de ces archives ne pourra se faire qu'après un avis favorable du [ou des] donateur[s], du Conseil scientifique d'ADIAMOS (présidé par Serge Wolikow) et par les instances dirigeantes de l'association. Toute la documentation qui concerne les individus est soumise aux réglementations appliquées dans les centres publics d'archives à propos de la vie privée.